

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 94

13 janvier 2016

SOMMAIRE

Abonomally Furniture Concept S.à r.l.	4467	Ferro Investment S.à r.l.	4468
Agence d'Assurances Kandel S.à r.l.	4467	GC Investments S.A.	4468
AI Global Investments GP S.à r.l.	4497	German Loans 2015 S.à r.l.	4478
A+ I Light S.A.	4467	Global Water Development Luxembourg S.à r.l.	4488
Ainos	4471	GoldenTree Credit Opportunities Lux Financing I S.à r.l.	4467
Albury SPF S.A.	4467	GreenTree Spa World S.A.	4468
Alpha Fund Management S.à r.l.	4467	Harper & Pearsons	4468
Azrou Butterflys Sàrl	4470	Holmes Place 1 S.à r.l.	4468
Beam Europe S.à r.l.	4470	Iceland Genomic Ventures Holding S.à r.l. ..	4469
Bochum, Laerholzstrasse S.à r.l.	4498	Ilot St Michel Lux S.à r.l.	4469
Brightlens S.à r.l.	4477	KLC Holdings VII S.A.	4469
Carlsand S.A.	4502	KLC Holdings VI S.A.	4469
Challenger Luxembourg S.A.	4508	La Fontaine S.à r.l.	4469
Charles River Laboratories Luxembourg	4505	Laurie 204 GPS (Luxembourg) S.à r.l.	4469
Corlux S.A.	4466	Truffle Gourmet S.à r.l.	4511
DC Lux S.à r.l.	4466	Val-Immo, S.à r.l.	4470
DC Lux S.à r.l.	4466	Wodalux S.A.	4470
DCM Technology S.à r.l.	4466	Yorcet Holdings S.A.	4470
DH Services Luxembourg Holding S.à r.l.	4493	Zehren S.à r.l. - Société Luxembourgeoise de Gestion et Comptabilité	4466
Droia Invest S.A.	4471		
E.C. Handelsagentur - Euro-Cuisines S.A.	4466		
Eifelwerk Holding S.à r.l.	4509		
EUROPEAN MARKETING GROUP (Luxembourg) S.A.	4468		

DC Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1263 Luxembourg, 1, rue Aristide Briand.
R.C.S. Luxembourg B 129.907.

Le comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015186253/9.
(150208548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

DC Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1263 Luxembourg, 1, rue Aristide Briand.
R.C.S. Luxembourg B 129.907.

Le comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015186254/9.
(150208553) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

DCM Technology S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9780 Wintrange, 66B, rue de Lullange.
R.C.S. Luxembourg B 123.808.

Les comptes annuels au 31-12-14 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015186255/9.
(150208629) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

E.C. Handelsagentur - Euro-Cuisines S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6793 Grevenmacher, 77, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 50.469.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015186269/9.
(150207894) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

Corlux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 488, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 177.759.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015186235/9.
(150207924) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

Zehren S.à.r.l. - Société Luxembourgeoise de Gestion et Comptabilité, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5751 Frisange, 35, rue Robert Schuman.
R.C.S. Luxembourg B 166.958.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015186093/9.
(150207551) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2015.

A+ I Light S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4963 Clémency, 9bis, rue Basse.
R.C.S. Luxembourg B 183.399.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015186109/9.
(150208065) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

Alpha Fund Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 134.426.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015186116/9.
(150208765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

Abonomally Furniture Concept S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-8080 Bertrange, 87, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 158.235.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015186130/9.
(150208133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

Agence d'Assurances Kandel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4999 Schouweiler, 37, rue Jean Guillaume Kremer.
R.C.S. Luxembourg B 116.376.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015186139/9.
(150208053) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

Albury SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 32.384.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015186144/9.
(150208103) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

GoldenTree Credit Opportunities Lux Financing I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 185.122.

Les comptes annuels au 30 juin 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015186336/9.
(150208101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

GreenTree Spa World S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5408 Bous, 48A, rue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 138.628.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015186339/9.
(150208436) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

GC Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 174.711.

Le bilan et annexes au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015186341/9.
(150207900) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

EMG (Luxembourg) S.A., EUROPEAN MARKETING GROUP (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 11, rue de l'Industrie.
R.C.S. Luxembourg B 16.575.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015186302/9.
(150208797) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

Ferro Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 49, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 169.085.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015186310/9.
(150208334) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

Harper & Pearsons, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1815 Luxembourg, 209, rue d'Itzig.
R.C.S. Luxembourg B 177.262.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015186371/9.
(150207837) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

Holmes Place 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.029.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 97.486.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015186375/9.
(150208082) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

Iceland Genomic Ventures Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 6.615.600,00.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 1, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 79.987.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015186389/9.

(150208799) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

Hot St Michel Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 137.848.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015186391/9.

(150207684) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

KLC Holdings VI S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 98.623.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015186436/9.

(150207732) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

KLC Holdings VII S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 98.629.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015186437/9.

(150208128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

Laurie 204 GPS (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5884 Hesperange, 300C, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 171.185.

—
Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015186445/9.

(150208805) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

La Fontaine S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4149 Schiffflange, Zone Industrielle Um Monkeler.

R.C.S. Luxembourg B 132.503.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015186456/9.

(150208005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

Beam Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité 2.
R.C.S. Luxembourg B 124.112.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 novembre 2015.

BEAM EUROPE S.à r.l.

Anne Boelkow

Gérant

Référence de publication: 2015184477/14.

(150206441) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2015.

Yorcet Holdings S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 12, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 67.617.

Rectificatif du Dépôt n° L150139973

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015184368/10.

(150204629) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 novembre 2015.

Azrou Butterflys Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5950 Itzig, 4, rue de Bonnevoie.
R.C.S. Luxembourg B 151.764.

Les comptes annuels au 08 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015184412/10.

(150206270) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2015.

Val-Immo, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3336 Hellange, 6A, rue des Près.
R.C.S. Luxembourg B 120.761.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2015184340/10.

(150205270) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 novembre 2015.

Wodalux S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-6633 Wasserbillig, 19, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 121.760.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2015184362/10.

(150205286) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 novembre 2015.

Droia Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 44, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 182.546.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 1337 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015181195/9.

(150201444) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 novembre 2015.

Ainos, Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 6, rue d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 201.280.

STATUTS

L'an deux mille quinze, le trentième jour du mois d'octobre;

Pardevant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

La société anonyme "K2 CONSULT", établie et ayant son siège social à L-8399 Windhof, 6, rue d'Arlon, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 157262,

dûment représentée par son administrateur unique Monsieur Dominique PEIFFER, chef d'entreprises, né à Arlon (Belgique), le 10 mai 1971, demeurant à B- 6700 Stockem-Arlon, 117, rue des Tilleuls,

ici représenté par Madame Amandine TRELCAAT, juriste, demeurant professionnellement à L-8399 Windhof, 6, rue d'Arlon, (la "Mandataire"), en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée; laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la Mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de documenter l'acte de constitution d'une société anonyme qu'elle déclare constituer par les présentes et dont les statuts sont établis comme suit:

I. Nom - Durée - Objet - Siège social

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes, par le souscripteur et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme sous la dénomination de "AINOS" (la "Société"), laquelle sera régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la "Loi").

Art. 2. La durée de la Société est illimitée.

Art. 3. La Société a pour objet pour compte propre, pour compte de tiers ou en participation avec des tiers, le commerce de gros et détail, les télécommunications, les activités informatiques, ainsi que les autres services fournis principalement aux entreprises, de même que les services et cours de formation liés, analogues ou connexes au domaine informatique.

La Société a encore pour objet tous actes, transactions et toutes opérations généralement quelconques de nature mobilière, immobilière, civile, commerciale et financière, se rattachant directement ou indirectement à l'objet précité ou à tous objets similaires susceptibles d'en favoriser l'exploitation et le développement.

Elle pourra s'intéresser par voie de souscription, apport, prise de participation ou autre manière, dans toute société ou entreprise ayant une activité analogue, connexe ou complémentaire à la sienne et en général, effectuer toutes opérations de nature à favoriser la réalisation de son objet social.

Elle pourra emprunter, hypothéquer ou gager ses biens, ou se porter caution, au profit d'autres entreprises, sociétés ou tiers.

La Société exercera son activité tant au Grand-Duché de Luxembourg, qu'à l'étranger.

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Koerich (Grand-Duché de Luxembourg).

Le siège social de la Société pourra être transféré à tout autre endroit dans la commune du siège social par une simple décision du conseil d'administration ou de l'administrateur unique.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée des actionnaires délibérant comme en matière de modification des statuts.

La Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par une simple décision du conseil d'administration de la Société ou, dans le cas d'un administrateur unique, par une décision de l'administrateur unique.

II. Capital social - Actions

Art. 5. Le capital souscrit de la Société est fixé à CINQUANTE MILLE EUROS (50.000,- EUR), représenté par CINQ CENTS (500) actions avec une valeur nominale de CENT EUROS (100,- EUR) chacune et qui ouvrent les mêmes droits à tout égard.

Pour la durée telle que prévue ci-après, le capital social pourra être porté de son montant actuel à CINQ CENT MILLE EUROS (500.000,- EUR) par la création et l'émission d'actions supplémentaires avec une valeur nominale de CENT EUROS (100,- EUR) chacune.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans prenant fin le 5^{ème} anniversaire de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, de l'acte de constitution du 30 octobre 2015, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la Société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

A la suite de chaque augmentation de capital réalisée et dûment constatée dans les formes légales, le premier alinéa de cet article se trouvera modifié de manière à correspondre à l'augmentation intervenue; cette modification sera constatée dans la forme authentique par le conseil de gérance ou par toute personne qu'il aura mandatée à ces fins.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires ou convertibles ou obligations avec bons de souscription, sous forme nominative, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations convertibles ou obligations avec bons de souscription ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la Loi.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la Société.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la Société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la Loi, racheter ses propres actions.

Art. 6. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la Loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance. Ce registre contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre.

Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société n'a qu'un seul administrateur, par cet administrateur.

La Société pourra émettre des certificats représentatifs d'actions au porteur. Les actions au porteur porteront les indications prévues par l'article 41 de la Loi et seront signées par deux (2) administrateurs ou, si la Société n'a qu'un seul administrateur, par cet administrateur.

La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite.

Une copie certifiée conforme de l'acte conférant à cet effet délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2 de la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour présenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Clause de préemption

La cession des actions de la Société à un tiers ou au profit d'actionnaires est soumise au respect du droit de préemption des actionnaires défini ci-après:

L'actionnaire cédant doit notifier son projet au conseil d'administration par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en indiquant les informations sur le cessionnaire (nom, adresse et nationalité ou, s'il s'agit d'une personne morale,

dénomination, siège social, capital, numéro d'immatriculation, identité des actionnaires et des dirigeants), le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix et les conditions de la cession projetée.

Dans un délai de trente (30) jours de ladite notification, le conseil d'administration notifiera ce projet aux autres actionnaires, individuellement, par lettre recommandée avec accusé de réception, qui disposeront d'un délai de trente (30) jours pour se porter acquéreurs des actions à céder, dans la proportion de leur participation au capital.

Chaque actionnaire exerce son droit de préemption en notifiant au conseil d'administration le nombre d'actions qu'il souhaite acquérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

A l'expiration de ce dernier délai, le conseil d'administration devra faire connaître par lettre recommandée avec demande d'avis de réception les résultats de la préemption à l'actionnaire cédant.

Si les droits de préemption sont supérieurs au nombre d'actions proposées à la vente, les actions concernées sont réparties par le conseil d'administration entre les actionnaires qui ont notifié leur intention d'acquérir au prorata de leur participation au capital et dans la limite de leurs demandes.

Si les offres d'achat sont inférieures au nombre d'actions proposées à la vente, les droits de préemption seront réputés n'avoir jamais été exercés. Dans ce cas, et sous réserve de l'agrément ci-après prévu, l'actionnaire cédant pourra librement céder ses actions au cessionnaire mentionné dans la notification.

Toutefois, l'actionnaire cédant peut demander le bénéfice de l'exercice du droit de préemption à concurrence du nombre de titres pour lequel il aura été notifié par les autres actionnaires et procéder à la cession du solde des actions qu'il envisageait de céder, conformément aux dispositions des statuts.

Lorsque tout ou partie des actions dont la cession est projetée n'aura pas été préemptée dans les conditions ci-dessus prévues, le cédant devra, si le cessionnaire est non actionnaire, se soumettre à la procédure d'agrément suivante:

Clause d'agrément

La cession des actions à un tiers à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément préalable de l'assemblée générale des actionnaires.

Le cédant doit notifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une demande d'agrément au conseil d'administration de la Société en indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est envisagée et le prix offert. Cette demande d'agrément est transmise par le conseil d'administration aux actionnaires.

L'agrément résulte d'une décision collective des actionnaires statuant à la majorité des voix des actionnaires disposant du droit de vote, les actions du cédant n'étant pas prises en compte pour le calcul de cette majorité.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée. A défaut de notification dans les soixante (60) jours qui suivent la demande d'agrément, l'agrément est réputé acquis.

En cas d'agrément, l'actionnaire cédant peut réaliser librement la cession aux conditions prévues dans la demande d'agrément.

En cas de refus d'agrément, la Société est tenue, dans un délai de soixante (60) jours à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions, soit par un actionnaire ou par un tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la Société, en vue d'une réduction du capital.

A défaut d'accord entre les parties, le prix des actions est déterminé par voie d'expertise.

Le cédant peut à tout moment aviser le conseil d'administration, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qu'il renonce à la cession de ses actions.

Si, à l'expiration du délai de soixante (60) jours, l'achat par l'actionnaire, le tiers ou la Société venant se substituer au cessionnaire initial n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions, que lesdites cessions interviennent par voie d'apport, de fusion, de partage consécutif à la liquidation d'une société associée, de transmission universelle de patrimoine d'une société ou par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice ou autrement.

Elles peuvent aussi s'appliquer à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfiques, ainsi qu'en cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

Toute cession réalisée en violation de cette clause d'agrément est nulle.

III. Assemblées générales des actionnaires **Décisions de l'actionnaire unique**

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra le 3^{ème} vendredi du mois de juin à 11.00 heures au siège social de la Société ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents Statuts.

Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire une autre personne comme son mandataire.

L'utilisation d'équipement pour conférences vidéo, conférences téléphoniques ou tout autre moyen de télécommunication est autorisée et les actionnaires utilisant ces technologies seront présumés être présents et seront autorisés à voter par vidéo, par téléphone ou par tout autre moyen de télécommunication. Après délibération, les votes pourront aussi être exprimés par écrit ou par télécopie, télégramme, télex, téléphone ou tout autre moyen de télécommunication, étant entendu que dans ce dernier cas le vote devra être confirmé par écrit. Tout actionnaire peut aussi voter par correspondance, en retournant un formulaire dûment complété et signé (le "formulaire") envoyé par le conseil d'administration, l'administrateur unique ou deux administrateurs, suivant le cas et contenant les mentions suivantes:

- a) le nom et l'adresse de l'actionnaire;
- b) le nombre d'actions qu'il détient;
- c) chaque résolution sur laquelle un vote est requis;
- d) une déclaration par laquelle l'actionnaire reconnaît avoir été informé de la/des résolution(s) pour lesquelles un vote est requis;
- e) une case pour chaque résolution à considérer;
- f) une invitation à cocher la case correspondant aux résolutions que l'actionnaire veut approuver, rejeter ou s'abstenir de voter;
- g) une mention de l'endroit et de la date de signature du formulaire;
- h) la signature du formulaire et une mention de l'identité du signataire autorisé selon le cas; et
- i) la déclaration suivante: "A défaut d'indication de vote et si aucune case n'est cochée, le formulaire est nul."

L'indication de votes contradictoires au regard d'une résolution sera assimilée à une absence d'indication de vote. Le formulaire peut être utilisé pour des assemblées successives convoquées le même jour. Les votes par correspondance ne sont pris en compte que si le formulaire parvient à la Société deux jours au moins avant la réunion de l'assemblée. Un actionnaire ne peut pas adresser à la Société à la fois une procuration et le formulaire. Toutefois, si ces deux documents parvenaient à la Société, le vote exprimé dans le formulaire primera.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les Statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès-verbal.

IV. Conseil d'administration

Art. 9. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 10. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification.

Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société.

Tous pouvoirs que la Loi ou ces Statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13. La Société sera engagée (i) par la signature collective de deux (2) administrateurs, (ii) par la signature individuelle de l'administrateur-délégué ou (iii) par la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un (1) seul membre, la Société sera valablement engagée, en toutes circonstances et sans restrictions, par la signature individuelle de l'administrateur unique.

V. Surveillance de la société

Art. 14. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire.

L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

VI. Exercice social - Bilan

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Sur les bénéfices nets de la Société, il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social.

Sur recommandation du conseil d'administration l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer aux actionnaires comme dividendes.

Le conseil d'administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la Loi. Il déterminera le montant ainsi que la date de paiement de ces acomptes.

Des dividendes peuvent également être payés sur bénéfices reportés d'exercices antérieurs. Les dividendes seront payés en euros ou par distribution gratuite d'actions de la Société ou autrement en nature selon la libre appréciation des administrateurs, et peuvent être distribués à tout moment à déterminer par le conseil d'administration.

Le paiement de dividendes sera fait aux actionnaires à l'adresse indiquée dans le registre des actions. Aucun intérêt ne sera dû par la Société sur dividendes distribués mais non revendiqués.

VII. Liquidation

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

VIII. Modification des statuts

Art. 18. Les Statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

IX. Dispositions finales - Loi applicable

Art. 19. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2015.
2. La première assemblée générale ordinaire se tiendra en 2017.

Souscription et Libération

Les Statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les cinq cents (500) actions ont été souscrites par l'actionnaire unique, la société "K2 CONSULT", pré-désignée et représentée comme dit ci-avant, et entièrement libérées par la souscriptrice prédite moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de cinquante mille euros (50.000,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, et en confirme expressément l'accomplissement.

Résolutions prises par l'actionnaire unique

La partie comparante pré-mentionnée, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'actionnaire unique:

- 1) Le siège social de la Société est établi à L-8399 Windhof, 6, rue d'Arlon.
- 2) Comme autorisé par la Loi et les Statuts, Monsieur Dominique PEIFFER, chef d'entreprises, né à Arlon (Belgique), le 10 mai 1971, demeurant à B-6700 Stockem-Arlon, 117, rue des Tilleuls, est appelé à la fonction d'administrateur unique et exercera les pouvoirs dévolus au conseil d'administration de la Société.
- 3) La société anonyme de droit luxembourgeois "THE CLOVER", établie et ayant son siège social à L-8399 Windhof, 6, rue d'Arlon, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 149293, est nommée aux fonctions de commissaire aux comptes de la Société.
- 4) Les mandats de l'administrateur unique et du commissaire aux comptes expireront à l'assemblée générale annuelle de l'année 2021.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à mille cent euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte à la Mandataire de la partie comparante, ès-qualité qu'elle agit, connue du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ladite Mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: A. TRELCAT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 03 novembre 2015. 2LAC/2015/24717. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

- POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 06 novembre 2015.

Référence de publication: 2015181014/333.

(150201983) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 novembre 2015.

Brightlens S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 5, an den Längten.

R.C.S. Luxembourg B 190.526.

Im Jahre zweitausendfünfzehn, den sechszwanzigsten Oktober.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean SECKLER, mit dem Amtswohnsitz zu Junglinster, (Grossherzogtum Luxemburg);

IST ERSCHIENEN:

Die Gesellschaft „CONTALENS S.A.“, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Sitz in L-6676 Grevenmacher, 5, an den Längten, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister („Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg“) Sektion B, Nummer 197.844,

hier vertreten durch Herr Rolf DENSBORN, Kaufmann, geboren in Wittlich (Bundesrepublik Deutschland), am 16. April 1960, wohnhaft in D-54294 Trier, Im Sabel 4A (Deutschland), auf Grund von, einer ihm erteilten Vollmacht unter Privatschrift; welche Vollmacht, vom Bevollmächtigten und dem amtierenden Notar „ne varietur“ unterschrieben, bleibt der gegenwärtigen Urkunde beigegeben, um mit derselben einregistriert zu werden.

Welche Komparentin, vertreten wie hiervor erwähnt, dem amtierenden Notar erklärt, dass sie die einzige Gesellschafterin der Gesellschaft mit beschränkter Haftung „BRIGHTLENS S.à r.l.“, mit Sitz in L-6630 Wasserbillig, 23, Grand-Rue, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister („Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg“) Sektion B, Nummer 190.526.

Genannte Gesellschaft wurde gegründet gemäss Urkunde, aufgenommen durch den amtierenden Notar, am 11. Juni 2015, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 2128 vom 18. August 2015.

Welche Komparentin, den amtierenden Notar, ersucht folgende in ausserordentlicher Generalversammlung gefassten Beschlüsse, zu dokumentieren wie folgt:

Erster Beschluss

Die alleinige Gesellschafterin beschliesst den Sitz der Gesellschaft nach L-6676 Grevenmacher, 5, an den Längten zu verlegen und somit Artikel 5 der Satzung folgenden Wortlaut zu geben:

„ **Art. 5.** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Grevenmacher.“

Zweiter Beschluss

Die alleinige Gesellschafterin nimmt die Kündigung des Geschäftsführers an, und ernennt auf unbestimmte Dauer Frau Tatiana DENSBORN, geboren MIZENKO, geboren in Sevchenko am 21. Juli 1972, wohnhaft in D-54294 Trier, Im Sabel 4A (Deutschland), zur alleinigen Geschäftsführerin.

Gegenüber Dritten ist die Gesellschaft durch die alleinige Unterschrift der Geschäftsführerin rechtskräftig vertreten.

Kosten

Die der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde anfallenden Kosten, Honorare und Auslagen werden auf ungefähr neunhundert Euro abgeschätzt.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen in Junglinster, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Komparenten, dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: Rolf DENSBORN, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 03 novembre 2015. Relation GAC/2015/9283. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015180966/45.

(150202515) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 novembre 2015.

German Loans 2015 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 408.000,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68/70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 201.285.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-second of October.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, Notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

publity Real Estate Opportunity Services II S.à r.l., a limited liability company established under the laws of Luxembourg, having its registered office at 68/70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg and whose registration with the Luxembourg Trade and Companies Register is currently pending,

here represented by Mr. Liridon ELSHANI, private employee, professionally residing at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of two proxies, given under private seal.

Which proxy after having been initialled "ne varietur" by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is "German Loans 2015 S.à r.l." (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company's registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

3.2. An additional purpose of the Company is the acquisition and sale of real estate properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad as well as all operations in relation to real estate properties, including the direct or indirect holding of participation in Luxembourg or foreign companies, the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties.

3.3. The Company may further guarantee, grant security in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

3.4. The Company may borrow in any form and may issue any kind of notes, bonds and debentures and generally issue any debt, equity and/or hybrid securities in accordance with Luxembourg law.

3.5. The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it may deem useful in accomplishment of these purposes.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, having a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognizes only one (1) owner per share.

6.2. Each Share carries one (1) voting right.

6.3. The shares are freely transferable between shareholders.

6.4. When the Company has a sole shareholder, the shares are freely transferable to third parties.

6.5. When the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by shareholders representing at least three-quarters of the corporate capital.

6.6. A share transfer shall only be binding on the Company or third parties following notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

6.7. A register of shareholders shall be kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

6.8. The Company may redeem its own shares, provided:

(i) it has sufficient distributable reserves for that purpose; or

(ii) the redemption results from a reduction in the Company's share capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and Removal of managers.

7.1. The Company shall be managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need to be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Board of managers. If several managers are appointed, they shall constitute the board of managers.

The shareholders may decide to appoint managers of two different classes, i.e. one or several class A managers and one or several class B managers.

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special or limited powers to one or more agents for specific matters.

8.2. Procedure

(i) The Board shall meet at the request of any two (2) managers, at the place indicated in the convening notice, which in principle shall be in Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant to another manager a power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented. Board resolutions shall be validly adopted by a majority of the votes of the managers present or represented, provided that if the shareholders have appointed one or several class A managers and one or several class B managers, at least one (1) class A manager and one (1) class B manager votes in favor of the resolution. Board resolutions shall be recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (Managers' Circular Resolutions) shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and shall bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the sole signature of any manager.

(ii) If the shareholders have appointed one or several class A managers and one or several class B managers, the Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of any class A manager together with any class B manager.

(iii) The Company shall also be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom special powers have been delegated by the Board.

Art. 9. Sole manager. If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board, the managers or any manager are to be read as references to the sole manager, as appropriate. The Company shall be bound towards third parties in all matters by the sole signature of the sole manager.

Art. 10. Liability of the managers. The managers shall not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 11. General meetings of shareholders and Shareholders' written resolutions.

11.1. Powers and voting rights

(i) Unless resolutions are taken in accordance with article 11.1.(ii), resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a General Meeting).

(ii) Each share entitles the holder to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders may be convened to General Meetings by the Board. The Board must convene a General Meeting following a request from shareholders representing more than half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) When resolutions are to be adopted in writing, the Board shall send the text of such resolutions to all the shareholders. The shareholders shall vote in writing and return their vote to the Company within the timeline fixed by the Board. Each manager shall be entitled to count the votes.

(iv) General Meetings shall be held at the time and place specified in the notices.

(v) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(vi) A shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a shareholder), in order to be represented at any General Meeting.

(vii) Resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second General Meeting and the resolutions shall be adopted at the second General Meeting by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(viii) The Articles may only be amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(ix) Any increase in a shareholder's commitment to the Company and any change of the nationality of the Company shall require the unanimous consent of the shareholders.

(x) Written Shareholders' Resolutions are passed with the quorum and majority requirements set forth above and shall bear the date of the last signature received prior to the expiry of the timeline fixed by the Board.

Art. 12. Sole shareholder. When the number of shareholders is reduced to one (1):

(i) the sole shareholder shall exercise all powers granted by the Law to the General Meeting;

(ii) any reference in the Articles to the shareholders, the General Meeting, or the Written Shareholders' Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the sole shareholder's resolutions, as appropriate; and

(iii) the resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and Approval of annual accounts.

13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

13.2. Each year, the Board must prepare the balance sheet and profit and loss accounts, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarizing the Company's commitments and the debts owed by its managers and shareholders to the Company.

13.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss accounts must be approved within six (6) months following the end of the relevant financial year either (a) at the annual General Meeting (if held) or (b) by way of Written Shareholders' Resolutions.

Art. 14. Auditors.

14.1. When so required by law, the Company's operations shall be supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The shareholders shall appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their office.

14.2. If the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), the Company's operations shall be supervised by one or more commissaires aux comptes (statutory auditors), unless the law requires the appointment of one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The commissaires aux comptes are subject to reappointment at the annual General Meeting. They may or may not be shareholders.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

15.3. Interim dividends may be distributed at any time, subject to the following conditions:

(i) the Board must draw up interim accounts;

(ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the Legal Reserve;

(iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board must resolve to distribute the interim dividends; and

(iv) taking into account the assets of the Company, the rights of the Company's creditors must not be threatened by the distribution of an interim dividend. If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the Board has the right to claim the reimbursement of dividends not corresponding to profits actually earned and the shareholders must immediately refund the excess to the Company if so required by the Board.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders shall appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and shall determine their number powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators shall have full power to realize the Company's assets and pay its liabilities.

16.2. The surplus (if any) after realisation of the assets and payment of the liabilities shall be distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

17.1. Notices and communications may be made or waived, Managers' Circular Resolutions and Written Shareholders Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, email or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfill all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Written Shareholders' Resolutions, as the case may be, may appear on one

original or several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitional provision

The Company's first financial year shall begin on the date of this deed and shall end on December 31st, 2016.

The Company's annual accounts for the first financial year for the period from the date of this deed to and including December 31st, 2016 shall be approved in on April 20th, 2017 at the latest

Subscription and Payment

publity Real Estate Opportunity Services II S.à r.l., prenamed, subscribes the entire twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, having a nominal value of one euro (EUR 1) each and agrees to pay them in full by a contribution in cash of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500).

All the shares have been paid-up to the extent of one hundred percent (100%) by payment in cash, so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is now available to the Company, evidence thereof having been given to the notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation and first location are estimated at approximately one thousand four hundred euro (EUR1,400.-).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder, representing the entire subscribed capital, adopted the following resolutions:

1) The following persons are appointed as managers of the Company for an undetermined period:

A Manager:

Mr. Stefan Gomoll, born on 01st June 1970 in Kronach, Germany, residing at SG House, Solemar, La Ville Roussel de Bas, Sark, GY10 ISE Guernsey, Channel Islands.

B Managers

Mr. Jorge Fernandes, born on 05th March 1966 in Figueira da Fox, Portugal, residing professionally at 68/70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, and

Mr. Christophe Lentschat, born on 26th September 1972 in Thionville, France, residing professionally at 68/70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.

2) The registered office of the Company is fixed at 68/70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a German translation. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung

Im Jahr zweitausendundfünfzehn, am zweiundzwanzigsten Oktober.

Vor dem unterzeichneten Notar, Maître Martine SCHAEFFER, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

IST ERSCHIENEN:

publity Real Estate Opportunity Services II S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet und bestehend in Luxemburg, mit Gesellschaftssitz in 68/70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, deren Eintragung im Firmen- und Handelsregister in Luxemburg momentan im Gange ist,

hier vertreten durch Herrn Liridon ELSHANI, Privatangestellter, geschäftsansässig in 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht.

Welche Vollmacht, die von der Erscheinenden und der unterzeichnenden Notarin "ne varietur" unterzeichnet wurden, bleiben dieser Urkunde beigelegt um sie, zusammen mit dieser bei der zuständigen Registerstelle einzureichen.

Die Erscheinende hat die unterzeichnende Notarin gebeten, die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), die hiermit gegründet wird, wie folgt zu beurkunden:

I. Name - Sitz - Unternehmensgegenstand - Dauer

Art. 1. Name. Der Name der Gesellschaft lautet "German Loans 2015 S.à r.l." (die Gesellschaft). Die Gesellschaft ist eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) und unterliegt den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg, insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner geänderten Fassung (das Gesetz) und der vorliegenden Satzung (die Satzung).

Art. 2. Sitz.

2.1. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Dieser kann mittels eines Beschlusses der Geschäftsführung innerhalb dieser Gemeinde verlegt werden. Der Sitz kann mittels eines Beschlusses der Gesellschafter an irgendeinen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden entsprechend der für die Änderung der Satzung vorgeschriebenen Bedingungen.

2.2. Niederlassungen, Tochtergesellschaften oder sonstige Büros können kraft eines Beschlusses der Geschäftsführung im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland gegründet werden. Falls die Geschäftsführung feststellt, dass außergewöhnliche politische oder kriegerische Entwicklungen eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen und dass diese Entwicklungen oder Umstände die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen dem Büro am Geschäftssitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, dann kann der Sitz vorübergehend in das Ausland verlegt werden bis zur vollständigen Beendigung der besagten Entwicklungen oder Umstände. Solche vorübergehenden Maßnahmen bewirken nicht eine Änderung der Nationalität der Gesellschaft, die ungeachtet der vorübergehenden Verlegung des Sitzes eine in Luxemburg gegründete Gesellschaft bleibt.

Art. 3. Unternehmensgegenstand.

3.1. Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen jeder Art an in- und ausländischen Gesellschaften und sonstigen Vermögensanlagen jeder Art, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, die Übertragung von Wertpapieren jeder Art durch Verkauf, Tausch oder auf andere Weise sowie die Verwaltung, das Management, die Kontrolle und Entwicklung ihres Portfolios.

3.2. Ein zusätzlicher Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb und Verkauf von Grundeigentum/Immobilien im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland, sowie alle Tätigkeiten im Zusammenhang mit Grundeigentum bzw. Immobilien, einschließlich der direkten oder indirekten Beteiligung an in- oder ausländischen Gesellschaften, deren Hauptzweck es ist, Grundeigentum bzw. Immobilien zu erwerben, zu entwickeln, zu fördern, zu verkaufen, zu verwalten und/oder zu vermieten.

3.3. Die Gesellschaft kann ferner für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Dritten gegenüber Garantien geben, Sicherheiten einräumen, um ihre Verpflichtungen oder die Verpflichtungen dieser Gesellschaften zu sichern, ihnen Kredite gewähren oder sie auf andere Weise unterstützen.

3.4. Die Gesellschaft kann in jeder Form Geld leihen sowie Wechsel, Schuldverschreibungen und Anleihen und generell alle Arten von Schuldbzw. Wertpapieren einschließlich Mischformen in Übereinstimmung mit dem luxemburgischen Recht ausgeben.

3.5. Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher und finanzieller Natur oder im Zusammenhang mit Grundeigentum oder gewerblichem Rechtsschutz vornehmen, die ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erscheinen.

Art. 4. Dauer.

4.1. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

4.2. Die Gesellschaft wird nicht aufgelöst durch Todesfall, Aufhebung der Bürgerrechte, Arbeitsunfähigkeit, Insolvenz, Konkurs oder einen ähnlichen Vorfall, der einen oder mehrere Gesellschafter betrifft.

II. Kapital - Beteiligungen

Art. 5. Kapital.

5.1. Das Stammkapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (12.500,-EUR), eingeteilt in zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile in registrierter Form zu je einem Nominalwert von einem Euro (1,- EUR).

5.2. Das Stammkapital kann einmalig oder mehrmalig durch Beschluss der Gesellschafter erhöht oder gesenkt werden, im Einklang mit den für die Änderung dieser Satzung vorgeschriebenen Bedingungen.

Art. 6. Anteile.

6.1. Die Anteile sind unteilbar und die Gesellschaft erkennt nur einen (1) Inhaber je Anteil an.

6.2. Alle Anteile haben ein (1) Stimmrecht.

6.3. Die Anteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar.

6.4. Falls die Gesellschaft über einen einzigen Gesellschafter verfügt, dann sind die Anteile frei auf Dritte übertragbar.

6.5. Falls die Gesellschaft über mehr als einen Gesellschafter verfügt, dann bedarf der Übertrag der Anteile (unter Lebenden) an Dritte der vorherigen Zustimmung der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel des Stammkapitals halten.

6.6. Ein Anteilübertrag ist für die Gesellschaft oder Dritte nur verbindlich nach Benachrichtigung oder Einwilligung der Gesellschaft im Einklang mit Artikel 1690 des Bürgerlichen Gesetzbuches Luxemburgs (Code Civil).

6.7. Am Sitz der Gesellschaft ist ein Register der Gesellschafter aufzubewahren, das von jedem Gesellschafter auf Anfrage eingesehen werden kann.

6.8. Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile einziehen, vorausgesetzt:

- (i) sie verfügt über ausreichende Rücklagen für diesen Zweck; oder
- (ii) die Einziehung resultiert aus einer Senkung des Stammkapitals der Gesellschaft.

III. Management - Repräsentation

Art. 7. Bestellung und Abberufung der Geschäftsführer.

7.1. Die Leitung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer, die kraft eines Beschlusses der Gesellschafter bestellt werden, mit dem zugleich die Amtszeit festgelegt wird. Die Geschäftsführer müssen Gesellschafter sein.

7.2. Die Geschäftsführer können jederzeit, mit oder ohne Begründung, durch einen Beschluss der Gesellschafter abberufen werden.

Art. 8. Geschäftsführung. Sind mehrere Geschäftsführer bestellt, so stellen sie die Geschäftsführung dar.

Die Gesellschafter können über die Bestellung zweier Klassen von Geschäftsführern entscheiden, d.h. einen oder mehrere Geschäftsführer der Klasse A und einen oder mehrere Geschäftsführer der Klasse B.

8.1. Befugnisse der Geschäftsführung

(i) Alle Befugnisse, die kraft des Gesetzes oder der Satzung nicht ausdrücklich den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Kompetenzbereich der Geschäftsführung, die für die Durchführung und Genehmigung sämtlicher Handlungen und Tätigkeiten im Einklang mit dem Unternehmensgegenstand der Gesellschaft bevollmächtigt ist.

(ii) Die Geschäftsführung kann für bestimmte Angelegenheiten spezielle oder eingeschränkte Vollmachten an einen oder mehrere Vertreter erteilen.

8.2. Verfahrensweisen

(i) Die Geschäftsführung versammelt sich auf Verlangen von mindestens zwei (2) der Geschäftsführer und zwar an dem in der Einberufungsbekanntmachung angegebenen Ort, der sich in der Regel in Luxemburg befindet.

(ii) Eine schriftliche Bekanntmachung über eine Versammlung der Geschäftsführung ist mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vorab an alle Geschäftsführer zu übermitteln, es sei denn, es handelt sich um einen Notfall, wann die Art und die Umstände desgleichen in der Bekanntmachung anzuführen sind.

(iii) Eine Bekanntmachung ist nicht erforderlich, wenn alle Mitglieder der Geschäftsführung anwesend oder vertreten sind und erklären, vollste Kenntnis über die Tagesordnung der Versammlung zu besitzen. Ein Geschäftsführer kann ebenso auf die Bekanntmachung einer Versammlung verzichten, entweder vor oder nach der Versammlung. Gesonderte schriftliche Bekanntmachungen sind nicht für jene Versammlungen erforderlich, die zu den Zeiten und an den Orten abgehalten werden, die bereits in einem seitens der Geschäftsführung angenommenen Plan angegeben wurden.

(iv) Ein Geschäftsführer kann einem anderen Geschäftsführer eine Vertretungsvollmacht für eine Versammlung der Geschäftsführung erteilen.

(v) Die Geschäftsführung kann sich nur dann rechtsgültig beraten und handeln, wenn die Mehrheit ihrer Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Beschlüsse der Geschäftsführung müssen rechtskräftig anhand einer Stimmmehrheit der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer angenommen werden, vorausgesetzt dass, falls die Gesellschafter einen oder mehrere Geschäftsführer der Klasse A und einen oder mehrere Geschäftsführer der Klasse B bestellt haben, mindestens einer (1) der Geschäftsführer der Klasse A und einer (1) der Geschäftsführer der Klasse B seine Stimme zu Gunsten des Beschlusses abgibt. Über die Beschlüsse der Geschäftsführung ist Protokoll zu führen, das seitens des Versammlungsvorsitzenden unterzeichnet wird oder, falls kein Versammlungsvorsitzender ernannt wurde, seitens aller anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer.

(vi) Jeder Geschäftsführer kann an einer Versammlung der Geschäftsführung mittels Telefon- oder Videokonferenz sowie mittels sonstiger Kommunikationsmittel teilnehmen, die allen Teilnehmern der Versammlung ermöglicht, sich gegenseitig zu identifizieren, einander zu hören und miteinander zu sprechen. Eine derartige Teilnahme wird als gleichwertig zu einer persönlichen Teilnahme an einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Versammlung betrachtet.

(vii) Beschlüsse der Geschäftsführung, die seitens aller Geschäftsführer im Umlaufverfahren unterzeichnet sind (Umlaufbeschlüsse der Geschäftsführung) sind rechtsgültig und verbindlich, so als ob sie bei einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Versammlung der Geschäftsführung gefasst wären und tragen das Datum der letzten Unterschrift.

8.3. Repräsentation

(i) Die Gesellschaft ist gegenüber Dritten in allen Angelegenheiten durch die alleinige Unterschrift eines jeden Geschäftsführers verpflichtet.

(ii) Falls die Gesellschafter einen oder mehrere Geschäftsführer der Klasse A und einen oder mehrere Geschäftsführer der Klasse B bestellt haben, ist die Gesellschaft gegenüber Dritten in allen Angelegenheiten durch die gemeinsame Unterschrift eines Geschäftsführers der Klasse A und eines Geschäftsführers der Klasse B verpflichtet.

(iii) Die Gesellschaft ist ebenso gegenüber Dritten durch die Unterschrift einer Person(en), der spezielle Vollmachten seitens der Geschäftsführung abgeordnet wurden, verpflichtet.

Art. 9. Alleiniger Geschäftsführer. Erfolgt die Leitung der Gesellschaft durch einen alleinigen Geschäftsführer, so sind alle Bezugnahmen in der Satzung zu der Geschäftsführung, den Geschäftsführern oder einem Geschäftsführer als Bezugnahmen zu dem alleinigen Geschäftsführer -falls zutreffend- zu verstehen. Die Gesellschaft ist gegenüber Dritten in allen Angelegenheiten durch die alleinige Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers verpflichtet.

Art. 10. Haftung der Geschäftsführer. Die Geschäftsführer sind nicht persönlich für Verpflichtungen haftbar zu machen, die sie aufgrund ihres Amtes im Namen der Gesellschaft rechtsgültig eingegangen sind, unter der Voraussetzung, dass diese Verpflichtungen im Einklang mit der Satzung und dem Gesetz stehen.

IV. Gesellschafter

Art. 11. Gesellschafterversammlungen und Schriftliche Gesellschafterbeschlüsse.

11.1. Befugnisse und Stimmrechte

(i) Sofern Beschlüsse nicht entsprechend Artikel 11.1. (ii) gefasst werden, sind Gesellschafterbeschlüsse in Gesellschafterversammlungen zu fassen (jeweils eine Gesellschafterversammlung).

(ii) Jeder Anteil berechtigt den Inhaber zu einer (1) Stimme.

11.2. Bekanntmachungen, Beschlussfähigkeit, Mehrheit und Stimmverfahren

(i) Die Gesellschafter können seitens der Geschäftsführung zu Gesellschafterversammlungen einberufen werden. Die Geschäftsführung muss eine Gesellschafterversammlung einberufen, in Folge des Verlangens von einer Zahl von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Stammkapitals repräsentieren.

(ii) Die schriftliche Bekanntmachung einer Gesellschafterversammlung ist an alle Gesellschafter mindestens acht (8) Tage vor dem Versammlungstag zu geben, es sei denn, es handelt sich um einen Notfall, wann die Art und die Umstände desgleichen in der Bekanntmachung anzuführen sind.

(iii) Wenn Beschlüsse in schriftlicher Form gefasst werden sollen, so muss die Geschäftsführung den Text eines solchen Beschlusses an alle Gesellschafter übermitteln. Die Gesellschafter sollen in schriftlicher Form abstimmen und innerhalb der seitens der Geschäftsführung gesetzten Frist ihre getroffene Entscheidung an die Gesellschaft zurück übermitteln. Jeder Geschäftsführer ist dazu berechtigt, die Stimmen auszuzählen.

(iv) Gesellschafterversammlungen sind an dem Ort und zu der Zeit abzuhalten, die in den Bekanntmachungen angeführt sind.

(v) Wenn alle Gesellschafter anwesend oder vertreten sind und sich als ordnungsgemäß einberufen und über die Tagesordnung der Gesellschafterversammlung informiert betrachten, kann diese ohne vorherige Bekanntmachung abgehalten werden.

(vi) Ein Gesellschafter kann einer anderen Person (die kein Gesellschafter sein muss) eine schriftliche Vertretungsvollmacht für eine Gesellschafterversammlung erteilen.

(vii) Die in den Gesellschafterversammlungen zu fassenden Beschlüsse sind von einer Zahl von Gesellschaftern zu verabschieden, die mehr als die Hälfte des Stammkapitals halten. Falls diese Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung nicht erlangt wird, so sind die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Gesellschafterversammlung einzuberufen, in welcher der Beschluss durch die Mehrheit der abgegebenen Stimmen zu fassen ist, unabhängig von dem Verhältnis des repräsentierten Stammkapitals.

(viii) Jede Änderung der Satzung kann nur durch Zustimmung der (zahlenmäßigen) Mehrheit der Gesellschafter erfolgen, die mindestens drei Viertel des Stammkapitals halten.

(ix) Jede Erhöhung der Verpflichtung der Gesellschafter gegenüber der Gesellschaft und jede Änderung der Nationalität der Gesellschaft bedarf der einstimmigen Zustimmung der Gesellschafter.

(x) Schriftliche Gesellschafterbeschlüsse werden unter Einhaltung der oben dargelegten Beschlussfähigkeits- und Mehrheitsvoraussetzungen gefasst und tragen das Datum der letzten Unterschrift, die vor Ablauf des seitens der Geschäftsführung gesetzten Frist eingegangen ist.

Art. 12. Alleinige Gesellschafter. Wenn die Anzahl der Gesellschafter auf einen (1) reduziert ist:

(i) übt der alleinige Gesellschafter sämtliche Befugnisse aus, die der Gesellschafterversammlung per Gesetz gewährt werden;

(ii) ist jede Bezugnahme in der Satzung zu den Gesellschaftern, der Gesellschafterversammlung oder den Schriftlichen Gesellschafterbeschlüssen gegebenenfalls als Bezugnahme zu dem alleinigen Gesellschafter oder dem Beschluss des alleinigen Gesellschafters zu verstehen; und

(iii) sind die Beschlüsse des alleinigen Gesellschafters zu protokollieren oder schriftlich abzufassen.

V. Jahresabschluss - Gewinnverteilung - Aufsicht

Art. 13. Geschäftsjahr und Feststellung des Jahresabschlusses.

13.1. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1.) Januar und endet am einunddreißigsten (31.) Dezember jeden Jahres.

13.2. Die Geschäftsführung hat jedes Jahr die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung aufzustellen, gemeinsam mit einem Bestandsverzeichnis des Vermögens und der Verbindlichkeiten der Gesellschaft, mit einem zusammenfassenden Anhang der Verpflichtungen der Gesellschaft und der Verbindlichkeiten seitens der Geschäftsführer und Gesellschafter gegenüber der Gesellschaft.

13.3. Jeder der Gesellschafter kann das Bestandsverzeichnis und die Bilanz am Sitz der Gesellschaft einsehen.

13.4. Die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung müssen innerhalb von sechs (6) Monaten nach Abschluss des jeweiligen Geschäftsjahres entweder (a) in der Gesellschafterversammlung (falls abgehalten) oder (b) mittels eines Schriftlichen Gesellschafterbeschlusses genehmigt werden.

Art. 14. Auditoren.

14.1. Falls gesetzlich vorgeschrieben sind die Tätigkeiten der Gesellschaft seitens eines oder mehrerer zugelassener externer Wirtschaftsprüfer (réviseurs d'entreprises agréés) zu beaufsichtigen. Die Gesellschafter bestellen, falls erforderlich, die zugelassenen externen Wirtschaftsprüfer, legen ihre Anzahl, Vergütung sowie ihre Amtszeit fest.

14.2. Falls die Anzahl der Gesellschafter der Gesellschaft fünfundzwanzig (25) übersteigt, sind die Tätigkeiten der Gesellschaft von einem oder mehreren Revisoren zu beaufsichtigen, sofern das Gesetz nicht die Bestellung eines oder mehrerer zugelassener externer Prüfer (réviseurs d'entreprises agréés) vorsieht. Die Revisoren unterliegen der Wiederernennung durch die jährliche Gesellschafterversammlung. Sie können, aber müssen keine Gesellschafter sein.

Art. 15. Gewinnverteilung.

15.1. Fünf Prozent (5%) des Jahresüberschusses der Gesellschaft sind den gesetzlich vorgeschriebenen Rücklagen zuzuweisen (gesetzliche Rücklage). Diese Erfordernis endet, wenn die gesetzliche Rücklage einen Betrag erlangt, der zehn Prozent (10%) des Stammkapitals entspricht.

15.2. Die Gesellschafter müssen die Zuteilung des Jahresüberschusses festlegen. Sie können sich für die Auszahlung einer Dividende, die Zuweisung des Saldos auf ein Reservekonto oder einen Vortrag entsprechend den maßgeblichen gesetzlichen Bestimmungen entscheiden.

15.3. Zwischendividenden können jederzeit ausgeschüttet werden und unterliegen folgenden Bedingungen:

(i) die Geschäftsführung muss einen Zwischenabschluss erstellen;

(ii) anhand des Zwischenabschlusses muss nachgewiesen werden, dass ein ausreichender Gewinn und sonstige Rücklagen (einschließlich Agio) für die Ausschüttung verfügbar sind; wobei davon ausgegangen wird, dass der auszuschüttende Betrag nicht den Gewinn übersteigen darf, der seit dem Ende des letzten Geschäftsjahres, für welches der Jahresabschluss festgestellt wurde, erzielt wurde, erhöht um Gewinnvorräte und verfügbare Rücklagen sowie gemindert um Verlustvorräte und zu den gesetzlichen Rücklagen zuzuweisende Beträge.

(iii) innerhalb von zwei (2) Monaten ab dem Datum des Zwischenabschlusses muss die Geschäftsführung den Beschluss über die Ausschüttung der Zwischendividenden fassen; und

(iv) unter Berücksichtigung des Vermögens der Gesellschaft dürfen die Rechte der Gläubiger der Gesellschaft durch die Ausschüttung der Zwischendividenden nicht gefährdet werden. Falls die ausgezahlten Zwischendividenden den verfügbaren Gewinn am Ende des Geschäftsjahres übersteigen, ist die Geschäftsführung berechtigt, die Erstattung der Dividenden, die nicht dem tatsächlich erzielten Gewinn entsprechen, einzufordern und die Gesellschafter haben auf Verlangen der Geschäftsführung sofort den Überschuss der Gesellschaft rück zu vergüten.

VI. Auflösung - Liquidation

16.1. Die Gesellschaft kann zu jedem Zeitpunkt durch einen Gesellschafterbeschlusses aufgelöst werden, der mit Zustimmung einer (zahlenmäßigen) Mehrheit der Gesellschafter gefasst wurde, die mindestens drei Viertel des Stammkapitals halten. Die Gesellschafter bestellen einen oder mehrere Liquidatoren, die nicht Gesellschafter sein müssen, für die Durchführung der Liquidation und legen ihre Anzahl, Befugnisse und Vergütung fest. Sofern seitens der Gesellschafter nicht anders entschieden wurde, sind die Insolvenzverwalter bevollmächtigt, die Vermögenswerte der Gesellschaft zu verwerten und ihre Verbindlichkeiten zu begleichen.

16.2. Der Überschuss (falls vorhanden) nach der Verwertung der Vermögenswerte und Begleichung der Verbindlichkeiten ist an die Gesellschafter proportional zu den von ihnen gehaltenen Anteilen auszuschütten.

VII. Allgemeine Bestimmungen

17.1. Die Erstellung und der Verzicht auf Bekanntmachungen und Mitteilungen, die Fassung von Beschlüssen der Geschäftsführung im Umlaufverfahren und der Schriftlichen Gesellschafterbeschlüsse kann in schriftlicher Form, per Fax, Email oder mittels eines anderen elektronischen Kommunikationsmittels erfolgen.

17.2. Vollmachten können in irgendeiner der oben angeführten Formen erteilt werden. Vollmachten in Verbindung mit Versammlungen der Geschäftsführung können ebenso seitens eines Geschäftsführers erteilt werden, im Einklang mit Bedingungen, die seitens der Geschäftsführung akzeptiert werden.

17.3. Unterschriften können handschriftlich sein oder in elektronischer Form, sofern sie alle gesetzlichen Anforderungen erfüllen, um gleichbedeutend mit einer handschriftlichen Unterschrift zu sein. Unterschriften auf den im Umlaufverfahren gefassten Beschlüssen der Geschäftsführung, den seitens der Geschäftsführung in Telefon- oder Videokonferenz gefassten

Beschlüssen oder den Schriftlichen Gesellschafterbeschlüssen können gegebenenfalls auf einem Originaldokument oder mehreren Kopien des selben Dokuments erscheinen, die insgesamt ein und dasselbe Dokument darstellen.

17.4. Alle nicht ausdrücklich in dieser Satzung geregelten Angelegenheiten werden, im Einklang mit dem geltenden Gesetz und vorbehaltlich etwaiger unabdingbarer Gesetzesbestimmungen, zur gegebenen Zeit seitens der Gesellschafter bestimmt.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt mit dem Tag dieses Dokuments und endet am 31. Dezember 2016.

Der Jahresabschluss der Gesellschaft für das erste Geschäftsjahr für den Zeitraum ab diesem Tag bis einschließlich den 31. Dezember 2016 muss spätestens am 20. April 2017 genehmigt werden.

Zeichnung und Zahlung

publity Real Estate Opportunity Services II S.à r.l., vorbenannt, zeichnet alle zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile in registrierter Form, mit einem Nominalwert von einem Euro (1,- EUR) pro Anteil und ist einverstanden, diese vollständig mittels einer Kapitaleinlage in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (12.500,- EUR) einzuzahlen.

Das gezeichnete Kapital wurde in voller Höhe eingezahlt. Demzufolge steht der Gesellschaft der Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (12.500,- EUR) zur Verfügung, was dem unterzeichneten Notar nachgewiesen und von ihm ausdrücklich bestätigt wird.

Kosten

Ausgaben, Kosten, Gebühren und Abgaben jeglicher Art, die seitens der Gesellschaft in Verbindung mit ihrer Gründung und dem ersten Standort entstehen, werden auf eintausendvierhundert Euro (1.400,- EUR) geschätzt.

Gesellschafterbeschlüsse

Unmittelbar nach der Gründung der Gesellschaft hat der alleinige Gesellschafter, der das gesamte gezeichnete Kapital darstellt, folgende Beschlüsse gefasst:

1) Folgende Personen werden als Geschäftsführer der Gesellschaft auf unbestimmte Zeit bestellt:

Geschäftsführer der Klasse A:

Herr Stefan Gomoll, geboren am 01. Juni 1970 in Kronach, Deutschland, wohnhaft in SG House, Solemar, La Ville Roussel de Bas, Sark, GY10 ISE Guernsey.

Geschäftsführer der Klasse B

Herr Jorge Fernandes, geboren am 05. März 1966 in Figueira da Fox, Portugal, geschäftsansässig in 68/70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxemburg, und

Herr Christophe Lentschat, geboren am 26. September 1972 in Thionville, Frankreich, geschäftsansässig in 68/70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxemburg.

2) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in 68/70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Ersuchen der vorstehend bezeichneten Erschienenen in englischer Sprache abgefasst ist, gefolgt von einer deutschen Version, und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, die englische Version maßgeblich ist.

WORÜBER die vorliegende Urkunde errichtet wurde in Luxemburg, am zu Beginn dieses Dokuments bezeichneten Tag.

Nachdem das Dokument der Erschienenen vorgelesen wurde, hat sie die vorliegende Urkunde gemeinsam mit dem Notar unterzeichnet.

Signé: L.Elshani et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 30 octobre 2015. 2LAC/2015/24481. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société.

Luxembourg, le 9 novembre 2015.

Référence de publication: 2015181286/531.

(150202502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 novembre 2015.

Global Water Development Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 185.896.

In the year two thousand and fifteen, on the thirtieth day of September.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Global Water Development Luxembourg Holding S. à r.l., a société à responsabilité limitée having its registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 185843,

here represented by Solange Wolter, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of Global Water Development Luxembourg S.à r. l. (hereinafter the “Company”), a société à responsabilité limitée, having its registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 185896, incorporated pursuant to a deed of Maître Francis Kessler, then notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, on 19 December 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1484 on 10 June 2014. The articles of association of the Company have not been amended since.

The appearing party representing the entire share capital deliberates on the following agenda:

Agenda

1. Creation of two categories of managers who shall be referred to as class A managers and class B managers.
2. Subsequent amendment of article 13 of the articles of association of the Company in order to reflect the creation of the classes of managers.
3. Amendment of article 14 of the articles of association of the Company in order to reflect the existence of classes of managers.
4. Creation of a new article, to be numbered as article 15 of the articles of association of the Company, in relation to the vacancy in the office of a manager.
5. Amendment of article 16 of the articles of association of the Company, to be renumbered as article 17 of the articles of association of the Company, in order to reflect the changes of quorum and vote for board meetings.
6. Amendment of article 17 of the articles of association of the Company, to be renumbered as article 18 of the articles of association of the Company, in order to reflect the changes of powers of signature of minutes of board meetings.
7. Amendment of article 18 of the articles of association of the Company, to be renumbered as article 19 of the articles of association of the Company, in order to reflect the changes of statutory authorisation to sign for the Company to deal with third parties.
8. Subsequent renumbering of the articles of association of the Company.
9. Appointment of Blackstone Capital Partners Holdings Director L.L.C., Mr. Vijay Bharadia and Ms. Claire Gerault as class B managers of the Company with immediate effect and for an unlimited period.
10. Miscellaneous.

Having duly considered each item on the agenda, the appearing party takes and requires the undersigned notary to enact the following resolutions:

First Resolution

The sole shareholder of the Company resolves to create two categories of managers who shall be referred to as class A managers (the “Class A Managers”) and class B managers (the “Class B Managers”) and that the Company will henceforth be managed by a board of managers composed of at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager.

Second Resolution

The sole shareholder of the Company resolves to amend article 13 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“ Art. 13. Powers of the sole manager; Composition and powers of the board of managers.

13.1 The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers composed of at least one (1) manager of class A (the “Class A Manager”) and one (1) manager

of class B (the “Class B Manager”). Any reference made hereinafter to the “managers” shall be construed as a reference to the Class A Managers and/or to the Class B Managers, depending on the context and as applicable. If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term “sole manager” is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the “board of managers” used in these articles of association is to be construed as a reference to the “sole manager”.

13.2 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders”.

Third Resolution

The sole shareholder of the Company resolves to amend article 14 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“ Art. 14. Appointment, removal and term of office of managers.

14.1 The manager(s) shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their class, remuneration and term of office.

14.2 The managers shall be appointed and may be removed from office at any time, with or without cause, by a decision of the shareholders representing more than half of the Company's share capital”.

Fourth Resolution

The sole shareholder of the Company resolves to create a new article, to be numbered as article 15 of the articles of association of the Company, in relation to the vacancy in the office of a manager and which shall read as follows:

“ Art. 15. Vacancy in the office of a manager.

15.1 In the event of a vacancy in the office of a manager because of death, legal incapacity, bankruptcy, retirement or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced manager by the remaining managers until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment, in compliance with the applicable legal provisions

15.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company's sole manager, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders”.

Fifth Resolution

The sole shareholder of the Company resolves to amend article 16 of the articles of association of the Company, to be renumbered as article 17 of the articles of association of the Company, which shall henceforth read as follows:

“ Art. 17. Conduct of meetings of the board of managers.

17.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

17.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers, but in his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

17.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more, but not all of his colleagues.

17.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other telecommunication means, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

17.5 The board of managers can deliberate or act validly only if at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager are present or represented at a meeting of the board of managers.

17.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting provided however that at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager vote in favour of such decision and in case of equality of votes, no manager, including without limitation the chairman, if any, shall have a casting vote.

17.7 The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. The manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature”.

Sixth Resolution

The sole shareholder of the Company resolves to amend article 17 of the articles of association of the Company, to be renumbered as article 18 of the articles of association of the Company, which shall henceforth read as follows:

“ Art. 18. Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager.

18.1 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any, or, in his absence, by the chairman pro tempore (if applicable), or by any Class A Manager with any Class B Manager, or by any person appointed to that effect by the board of managers of the Company. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or, in his absence, by the chairman pro tempore (if applicable), or by any Class A Manager with any Class B Manager, or by any person appointed to that effect by the board of managers of the Company.

18.2 The decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager”.

Seventh Resolution

The sole shareholder of the Company resolves to amend article 18 of the articles of association of the Company, to be renumbered as article 19 of the articles of association of the Company, which shall henceforth read as follows:

“ Art. 19. Dealing with third parties. The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the signature of the sole manager, or, (ii) if the Company has several managers, by the joint signature of any Class A Manager together with any Class B Manager, or (iii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers or the Company within the limits of such authorisation”.

Eighth Resolution

The sole shareholder of the Company resolves to further renumber the following former articles of the Company:

- article 19 into article 20 of the articles of association of the Company;
- article 20 into article 21 of the articles of association of the Company;
- article 21 into article 22 of the articles of association of the Company;
- article 22 into article 23 of the articles of association of the Company;
- article 23 into article 24 of the articles of association of the Company; and
- article 24 into article 25 of the articles of association of the Company.

Ninth Resolution

The sole shareholder of the Company resolves to appoint with immediate effect and for an unlimited period:

- Blackstone Capital Partners Holdings Director L.L.C., a limited liability company existing under the laws of the State of Delaware, registered with Secretary of State of the State of Delaware under number 5334735, having its registered office at c/o The Corporation Trust Company, 1209 Orange Street, Wilmington, New Castle County, Delaware 19801, United States of America, as Class B Manager of the Company;
- Mr. Vijay Bharadia, born in Nairobi, Kenya, on 13 April 1967, professionally residing at 40 Berkeley Square, London W1J 5AL United Kingdom, as Class B Manager of the Company; and
- Ms. Claire Gérard, born in Saint André-Les-Vergers, France, on 29 May 1981, professionally residing at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as Class B Manager of the Company.

Tenth Resolution

Following the present meeting, the sole shareholder of the Company resolves to confirm the new composition the board of managers of the Company which will be henceforth composed as follows:

- Mr. John Sutherland, Class A Manager;
- Blackstone Capital Partners Holdings Director L.L.C., Class B Manager;
- Mr. Vijay Bharadia, Class B Manager; and
- Mrs. Claire Gérard, Class B Manager.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le trente septembre.

Par-devant nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Global Water Development Luxembourg Holding S. à r.l., une société à responsabilité limitée existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 185843,

dûment représentée par Solange Wolter, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration paraphée ne varietur par le détenteur de la procuration, restera annexée au présent acte afin d'être soumises avec lui aux formalités d'enregistrement.

La partie comparante est l'associé unique de Global Water Development Luxembourg S.à r. l. (ci-après la «Société»), une société à responsabilité limitée existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 185896, constituée par acte de Maître Francis Kessler, alors notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, le 19 décembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 10 juin 2014., numéro 1484. Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis.

La partie comparante représentant la totalité du capital social de la Société, délibère sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Création de deux classes de gérants, nommées classe de gérants A et classe de gérants B.
2. Modification de l'article 13 des statuts de la Société afin de refléter la création de classes de gérants.
3. Modification de l'article 14 des statuts de la Société afin de refléter la création de classes de gérants.
4. Création d'un nouvel article, qui sera numéroté article 15 des statuts de la Société, en relation avec la vacance d'un poste de gérant.
5. Modification de l'article 16 des statuts de la Société qui sera numéroté article 17 des statuts de la Société, afin de refléter les changements de quorum et de vote pour les conseils de gérance.
6. Modification de l'article 17 des statuts de la Société qui sera numéroté article 18 des statuts de la Société, afin de refléter les changements des pouvoirs de signature de procès-verbaux.
7. Modification de l'article 18 des statuts de la Société qui sera numéroté article 19 des statuts de la Société, afin de refléter les changements des autorisations statutaires permettant de signer au nom de la Société afin de traiter avec des tiers.
8. Renumérotation consécutive des articles 19 à 24 des Statuts de la Société.
9. Nomination de Blackstone Capital Partners Holdings Director L.L.C., M. Vijay Bharadia et Mme. Claire Géralt comme gérants B de la Société avec effet immédiat et pour une période indéterminée.
10. Divers.

Après avoir dûment examiné chaque point de l'ordre du jour, la partie comparante prend et exige le notaire d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique de la Société décide de créer deux catégories de gérants qui doivent être désignés comme gérants de classe A (les «Gérants de Classe A») et les gérants de classe B (les «Gérants de Classe B») et que la Société sera désormais gérée par un conseil de gérance composé d'au moins un (1) Gérant de Classe A et un (1) Gérant de Classe B.

Deuxième résolution

Ensuite, l'associé unique de la Société décide de remplacer et de modifier l'article 13 des statuts de la Société qui sera désormais rédigé comme suit:

« Art. 13. Pouvoirs du gérant unique; Composition et pouvoirs du conseil de gérance.

13.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, qui ne doivent pas nécessairement être associés. Si la Société a plusieurs gérants, les gérants forment un conseil de gérance composé d'au moins un gérant de classe A (le «Gérant de Classe A») et un gérant de classe B (le «Gérant de Classe B»). Toute référence faite ci-après aux «gérants» doit être interprétée comme une référence aux Gérants de Classe A et aux Gérants de Classe B, selon le contexte et le cas échéant. Si la Société est gérée par un gérant, dans la mesure applicable et où le terme "gérant unique" n'est pas expressément mentionné dans les présents statuts, une référence au "conseil de gérance" utilisée dans les présents statuts doit être interprétée comme une référence au "gérant unique".

13.2 Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et de prendre toutes les mesures nécessaires ou utiles à l'accomplissement objet social de la Société, à l'exception des pouvoirs réservés par la loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale des associés.»

Troisième résolution

L'associé unique de la Société décide de modifier l'article 14 des statuts de la Société qui sera désormais rédigé comme suit:

« Art. 14. Nomination, révocation des gérants et durée du mandat des gérants.

14.1 Le(s) gérant(s) sera/seront élu(s) par l'assemblée générale des associés qui déterminera leur classe, leur rémunération et durée du mandat.

14.2 Les gérants sont élus et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par un vote des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.»

Quatrième résolution

L'associé unique de la Société décide de créer un nouvel article, qui sera numéroté article 15 des statuts de la Société, en relation à la vacance d'un poste de gérant, qui sera désormais rédigé comme suit:

« Art. 15. Vacance au poste d'un gérant.

15.1 Dans l'hypothèse où un poste de gérant deviendrait vacant suite au décès, à l'incapacité juridique, la faillite, la démission ou pour tout autre motif, cette vacance peut être pourvue de manière temporaire et pour une période ne pouvant excéder celle du mandat initial du gérant remplacé par les gérants restants jusqu'à la prochaine assemblée des associés appelée à statuer sur la nomination permanente, conformément aux dispositions légales applicables.

15.2 Dans l'hypothèse où la vacance survient alors que la Société est gérée par un gérant unique, cette vacance est comblée sans délai par l'assemblée générale des associés.»

Cinquième résolution

L'associé unique de la Société décide de modifier l'article 16 des statuts de la Société qui sera numéroté article 17 des statuts de la Société, en conséquence de la résolution ci-dessus, et qui sera désormais rédigé comme suit:

« Art. 17. Conduite des réunions du conseil de gérance.

17.1 Le conseil de gérance peut élire parmi ses membres un président. Il peut également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être un gestionnaire, et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

17.2 Le président, le cas échéant, doit présider toutes les réunions du conseil de gérance, mais en son absence, le conseil de gérance peut nommer un autre gérant comme président pro tempore par vote de la majorité présente à une telle réunion.

17.3 Tout gérant peut agir à toute réunion du conseil de gérance par un autre gérant comme son mandataire par écrit ou par télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication similaire, une copie de la nomination étant une preuve suffisante. Un gérant peut représenter un ou plusieurs, mais pas tous ses collègues.

17.4 Les réunions du conseil de gérance peuvent également être tenues par conférence téléphonique ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de télécommunication, permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion pour entendre un de l'autre sur une base continue et permettant une participation effective à la réunion. La participation à une réunion par ces moyens est équivalente à une participation en personne à cette réunion et la réunion est réputée tenue au siège social de la Société.

17.5 Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si au moins un (1) Gérant de Classe A et un (1) Gérant de Classe B sont présents ou représentés à une réunion du conseil de gérance.

17.6 Les décisions sont prises par un vote à la majorité des gérants présents ou représentés à cette réunion à condition toutefois qu'au moins un (1) Gérant de Classe A et un (1) Gérant de Classe B vote en faveur de cette décision et dans le cas de l'équité des votes, aucun gérant y compris, sans limitation, le président, le cas échéant, aura une voix prépondérante.

17.7 Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, adopter des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication similaire. Le gérant peut exprimer son consentement séparément, l'ensemble des consentements attestant l'adoption des résolutions. La date de ces résolutions sera la date de la dernière signature.»

Sixième résolution

L'associé unique de la Société décide de modifier l'article 17 des statuts de la Société qui sera numéroté article 18 des statuts de la Société, en conséquence des résolutions ci-dessus, et qui sera désormais rédigé comme suit:

« Art. 18. Procès-verbaux des réunions du conseil de gérance; procès-verbaux des décisions du gérant unique.

18.1 Les procès-verbaux d'une réunion du conseil de gérance seront signés par le président, le cas échéant, ou, en son absence, par le président pro tempore (le cas échéant), ou par tout Gérant de Classe A avec tout Gérant de Classe B, ou par toute personne désignée à cet effet par le conseil de gérance de la Société. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, qui peuvent être produits dans des procédures judiciaires ou non, doivent être signés par le président, le cas échéant, ou, en son absence, par le président pro tempore (le cas échéant), ou par tout Gérant de Classe A avec tout Gérant de Classe B ou par toute personne désignée à cet effet par le conseil de gérance de la Société.

18.2 Les décisions du gérant unique doivent être consignées dans un procès-verbal signé par le gérant unique. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, qui peuvent être produits en justice ou ailleurs, seront signés par le gérant unique.»

Septième résolution

L'associé unique de la Société décide de modifier l'article 18 des statuts de la Société qui sera numéroté article 19 des statuts de la Société, en conséquence des résolutions ci-dessus, et qui sera désormais rédigé comme suit:

« **Art. 19. Rapport avec les tiers.** La Société sera engagée envers les tiers en toutes circonstances (i) par la signature du gérant unique, ou, (ii) si la Société a plusieurs gérants, par la signature conjointe de tout Gérant de Classe A et de tout Gérant de Classe B ou (iii) par les signatures conjointes ou la seule signature de toute personne(s) à qui un tel pouvoir de signature peut avoir été délégué par le conseil de gérance ou par la Société dans les limites de cette autorisation.»

Huitième résolution

L'associé unique de la Société décide de renuméroter également les articles de la Société suivants:

- L'article 19 est renuméroté en article 20 des statuts de la Société;
- L'article 20 est renuméroté en article 21 des statuts de la Société;
- L'article 21 est renuméroté en article 22 des statuts de la Société;
- L'article 22 est renuméroté en article 23 des statuts de la Société; et
- L'article 23 est renuméroté en article 24 des statuts de la Société;

Neuvième résolution

L'associé unique de la Société décide que l'actuel gérant unique, étant M. John Sutherland, sera désormais un Gérant de Classe A et décide en outre de nommer avec effet immédiat et pour une durée illimitée:

- Blackstone Capital Partners Holdings Director LLC, une société à responsabilité limitée (limited liability company) constituée selon les lois de l'État du Delaware, enregistrée avec la secrétaire d'Etat de l'Etat du Delaware sous le numéro 5334735, ayant son siège social au c/o The Corporation Trust Company, 1209 Orange Street, Wilmington, New Castle County, Delaware 19801, États-Unis d'Amérique, en tant que Gérant de Classe B de la Société;

- M. Vijay Bharadia, né à Nairobi, Kenya, le 13 Avril 1967, demeurant professionnellement à 40 Berkeley Square, Londres W1J 5AL Royaume-Uni, comme Gérant de Classe B de la Société; et

- Mme. Claire Gérard, née à Saint-André-les-Vergers, France, le 29 mai 1981, demeurant professionnellement au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, comme Gérant de Classe B de la Société.

Dixième résolution

Suite à la présente assemblée, l'associé unique de la Société décide de confirmer la nouvelle composition du conseil de gérance de la Société qui sera désormais composé comme suit:

- M. John Sutherland, Gérant de Classe A;
- Blackstone Capital Partners Holdings Director LLC, Gérant de Classe B;
- M. Vijay Bharadia, Gérant de Classe B; et
- Mme Claire Gérard, Gérant de Classe B.

Dont acte, passé à Luxembourg, le jour indiqué au début de ce document.

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais, déclare que sur la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi par une traduction française; à la demande de la même comparant et en cas de divergence entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Le document ayant été lu au mandataire de la partie comparante, connue du notaire par son nom, prénom et domicile, ledit mandataire des parties comparantes a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. WOLTER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 6 octobre 2015. Relation: 1LAC/2015/31917. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 5 novembre 2015.

Référence de publication: 2015181292/310.

(150201537) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 novembre 2015.

DH Services Luxembourg Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 166.250.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-ninth day of October.

Before Us Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1) AEA Investors Fund V LP, a limited partnership fund registered under the laws of the Cayman Islands, whose registered office is at PO Box 309, Ugland House, KY1-1104, Grand Cayman, Cayman Islands, registered with the Registrar of Companies under number MC-48167,

being the holder of five hundred ninety-two thousand nine hundred seventy-two (592,972) class A ordinary shares,

here represented by Mr. David Al Mari, Maître en droit, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 23 October 2015,

2) AEA Investors Fund V-A LP, a limited partnership fund incorporated under the laws of the State of Delaware, whose registered office is at The Corporation Trust Company, 1209 Orange Street, Wilmington, DE 19801 USA, registered with the Office of the Secretary of State of the State of Delaware under number 5127331,

being the holder of nine thousand eight hundred ninety-one (9,891) class A ordinary shares,

here represented by Mr. David Al Mari, previously named, by virtue of a proxy given on 23 October 2015,

3) AEA Investors Fund V-B LP, a limited partnership fund incorporated under the laws of the State of Delaware, whose registered office is at The Corporation Trust Company, 1209 Orange Street, Wilmington, DE 19801 USA, registered with the Office of the Secretary of State of the State of Delaware under number 5186585,

being the holder of three thousand two hundred ninety-five (3,295) class A ordinary shares,

here represented by Mr. David Al Mari, previously named, by virtue of a proxy given on 23 October 2015,

4) AEA Investors QP Participant Fund V LP, a limited partnership fund incorporated under the laws of the State of Delaware, whose registered office is at the Corporation Trust Company, 1209 Orange Street, Wilmington, DE 19801, USA, registered with the Office of the Secretary of State of the State of Delaware under number 5015544,

being the holder of twenty thousand three hundred seventy-nine (20,379) class A ordinary shares,

here represented by Mr. David Al Mari, previously named, by virtue of a proxy given on 23 October 2015,

5) AEA Investors Participant Fund V LP, a limited partnership fund incorporated under the laws of the State of Delaware, whose registered office is at the Corporation Trust Company, 1209 Orange Street, Wilmington, DE 19801, USA, registered with the Office of the Secretary of State of the State of Delaware under number 5015541,

being the holder of eight thousand fifteen (8,015) class A ordinary shares,

here represented by Mr. David Al Mari, previously named, by virtue of a proxy given on 23 October 2015,

6) AEA Europe Fund II LP, an exempted limited partnership fund incorporated under the laws of the Cayman Islands, whose registered office is at PO Box 309, Ugland House, KY1-1104, Grand Cayman, Cayman Islands, registered with the Registrar of Companies under MC-52184,

being the holder of one hundred twenty-three thousand four hundred twenty-four (123,424) class A ordinary shares,

here represented by Mr. David Al Mari, previously named, by virtue of a proxy given on 23 October 2015,

7) DH Services Employee Benefit Trust, represented by its trustee, RBC cees Trustee Limited whose registered office is situated at 19-21 Broad Street, St Helier, Jersey, Channel Islands JE1 3PB, registered with the Jersey Financial Services Commission under number 68138,

being the holder of forty-three thousand seven hundred eighty-eight (43,788) B ordinary shares,

here represented by Mr. David Al Mari, previously named, by virtue of a proxy given on 23 October 2015,

8) DH C-Holdings, a limited liability company incorporated under the laws of the Cayman Islands, whose registered address is at PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, registered with the Registrar of Companies under MC-273742,

being the holder of one million four hundred seven thousand five hundred (1,407,500) class C preference shares,

here represented by Mr. David Al Mari, previously named, by virtue of a proxy given on 23 October 2015,

9) 2348614 Ontario Limited, a limited liability company incorporated under the laws of Ontario, Canada, whose registered office is Yonge Street, Toronto, Ontario, M2M 4H5, registered with the Ministry of Governmental Services of Ontario under number 002348614,

being the holder of seven hundred fifty-seven thousand nine hundred seventy-six (757,976) class A ordinary shares,

here represented by Mr. David Al Mari, previously named, by virtue of a proxy given on 23 October 2015,

10) Mr. Cletus von Pichler, residing at Tizianstr. 129, 80638 Munich, Germany,

being the holder of two thousand eight hundred (2,800) class B ordinary shares,

here represented by Mr. David Al Mari, previously named, by virtue of a proxy given on 23 October 2015,

11) G. Richard Wagoner Jr. Trust dated 7/13/89, as amended and restated 12/16/11, represented by its trustee, Mr. G. Richard Wagoner Jr., born on 9 February 1953, with address at 1155 Quarton Road, Birmingham, MI 48009, USA,

being the holder of five thousand six hundred (5,600) class B ordinary shares,

here represented by Mr. David Al Mari, previously named, by virtue of a proxy given on 23 October 2015,

12) RBC cees Nominees Limited, a limited liability company incorporated under the laws of Jersey, whose registered office is situated at 19-21 Broad Street, St Helier, Jersey, Channel Islands JE1 3PB, registered with the Jersey Financial Services Commission under number 83756,

being the holder of twenty-five thousand six hundred five (25,605) A ordinary shares and two hundred twenty-nine thousand two hundred thirty-seven (229,237) class B ordinary shares,

here represented by Mr. David Al Mari, previously named, by virtue of a proxy given on 23 October 2015.

The said proxies, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties are all the shareholders of DH Services Luxembourg Holding S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of thirty-two thousand three hundred four United States Dollars and sixty three cents (USD 32,304.63), with registered office at 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 166.250, incorporated pursuant to a notarial deed on 27 December 2011, and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 572 dated 5 March 2012 (the "Company"). The articles of association of the Company have for the last time been amended following a deed of the undersigned notary on 28 September 2015, no yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The appearing parties representing the entire share capital declare having waived any notice requirement, the general meeting of the shareholders is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the following agenda:

Agenda

1) Transfer of the registered office of the Company from 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg to 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, with effective date as from 1 October 2015 and to subsequently amend article 2.1 of the articles of association of the Company.

2) Miscellaneous.

Then, the general meeting of shareholders requested the notary to enact the following resolution:

Sole resolution

The general meeting of shareholders resolves to transfer the registered office of the Company from 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, to 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg with effect as from 1 October 2015.

The general meeting of shareholders resolves to subsequently amend article 2.1 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“**2.1.** The Company's registered office is established in the Municipality of Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality of Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg, by the resolution of the Board. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the Shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.”

The general meeting of the shareholders took the above resolution with the following specified number of votes:

- Class A ordinary shares in favor: 1,519,065, against: 0, abstaining: 630
- Class B ordinary in favor: 62,554, against: 0, abstaining: 1,800 and
- Class C preference shares in favor: 1,407,500, against: 0, abstaining: 0.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing parties and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf octobre.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

1) AEA Investors Fund V LP, une association à responsabilité limitée enregistrée selon les lois des Iles Cayman, ayant son siège social au PO Box 309, Uglan House, KY1-1104, Grand Cayman, Îles Cayman, enregistrée au Registre des Sociétés sous le numéro MC-48167,

détentrice de cinq cent quatre-vingt-douze mille neuf cent soixante-douze (592.972) parts sociales ordinaires de catégorie A,

ici représentée par Monsieur David Al Mari, Maître en droit, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 23 octobre 2015.

2) AEA Investors Fund V-A LP, une association à responsabilité limitée enregistrée selon les lois de l'Etat du Delaware, ayant son siège social à The Corporation Trust Company, 1209 Orange Street, Wilmington, DE 19801 USA, enregistrée auprès du Bureau du Ministre d'Etat de l'Etat du Delaware sous le numéro 5127331,

détentrice de neuf mille huit cent quatre-vingt-onze (9.891) parts sociales ordinaires de catégorie A,

ici représentée par Monsieur David Al Mari, prénommé, en vertu d'une procuration donnée le 23 octobre 2015

3) AEA Investors Fund V-B LP, une association à responsabilité limitée enregistrée selon les lois de l'Etat du Delaware, ayant son siège social à The Corporation Trust Company, 1209 Orange Street, Wilmington, DE 19801 USA, enregistrée auprès du Bureau du Ministre d'Etat de l'Etat du Delaware sous le numéro 5186585,

détentrice de trois mille deux cent quatre-vingt-quinze (3.295) parts sociales ordinaires de catégorie A,

ici représentée par Monsieur David Al Mari, prénommé, en vertu d'une procuration donnée le 23 octobre 2015.

4) AEA Investors QP Participant Fund V LP, une association à responsabilité limitée enregistrée selon les lois de l'Etat du Delaware, ayant son siège social à The Corporation Trust Company, 1209 Orange Street, Wilmington, DE 19801 USA, enregistrée auprès du Bureau du Ministre d'Etat de l'Etat du Delaware sous le numéro 5015544,

détentrice de vingt mille trois cent soixante-dix-neuf (20.379) parts sociales ordinaires de catégorie A,

ici représentée par Monsieur David Al Mari, prénommé, en vertu d'une procuration donnée le 23 octobre 2015.

5) AEA Investors participant Fund V LP, une association à responsabilité limitée enregistrée selon les lois de l'Etat du Delaware, ayant son siège social à The Corporation Trust Company, 1209 Orange Street, Wilmington, DE 19801 USA, enregistrée auprès du Bureau du Ministre d'Etat de l'Etat du Delaware sous le numéro 5015541,

détentrice de huit mille quinze (8.015) parts sociales ordinaires de catégorie A,

ici représentée par Monsieur David Al Mari, prénommé, en vertu d'une procuration donnée le 23 octobre 2015.

6) AEA Europe Fund II LP, une association à responsabilité limitée enregistrée selon les lois des Iles Cayman, ayant son siège social au PO Box 309, Ugland House, KY1-1104, Grand Cayman, Îles Cayman, enregistrée au Registre des Sociétés sous le numéro MC-52184,

détentrice de cent vingt-trois mille quatre cent vingt-quatre (123.424) parts sociales ordinaires de catégorie A,

ici représentée par Monsieur David Al Mari, prénommé, en vertu d'une procuration donnée le 23 octobre 2015.

7) DH Services Employee Benefit Trust, représenté par son fiduciaire, RBC cees Trustee Limited, ayant son siège social au 19-21 Broad Street, St Helier, Jersey, Channel islands JE1 3PB, enregistré à la Commission des Services Financiers de Jersey sous le numéro 68138,

détenteur de quarante-trois mille sept cent quatre-vingt-huit (43.788) parts sociales ordinaires de catégorie B,

ici représentée par Monsieur David Al Mari, prénommé, en vertu d'une procuration donnée le 23 octobre 2015.

8) DH C-Holdings, une société à responsabilité limitée enregistrée selon les lois des îles Cayman, ayant son siège social à PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Îles Cayman, enregistrée au Registre des Sociétés sous le numéro MC-273742, détentrice d'un million quatre cent sept mille cinq cents (1.407.500) parts sociales de préférence de catégorie C, ici représentée par Monsieur David Al Mari, prénommé, en vertu d'une procuration donnée le 23 octobre 2015.

9) 2348614 Ontario Limited, une société à responsabilité limitée enregistrée selon les lois de l'Etat de l'Ontario, ayant son siège social au 5650 Yonge Street, Toronto, Ontario, M2M 4H5, enregistrée auprès du Ministère des Services Gouvernementaux de l'Ontario, sous le numéro 002348614,

détentrice de sept cent cinquante-sept mille neuf cent soixante-seize (757.976) parts sociales ordinaires de catégorie A,

ici représentée par Monsieur David Al Mari, prénommé, en vertu d'une procuration donnée le 23 octobre 2015.

10) Monsieur Cletus von Pichler, résidant au Tizianstr. 129, 80638 Munich, Allemagne, détenteur de deux mille huit cents (2.800) parts sociales ordinaires de catégorie B, ici représentée par Monsieur David Al Mari, prénommé, en vertu d'une procuration donnée le 23 octobre 2015.

11) G. Richard Wagoner Jr. Trust en date du 13/07/1989, tel qu'amendé et réaffirmé le 16/12/2011, représenté par son fiduciaire, Monsieur G. Richard Wagoner Jr., né le 9 février 1953, résidant au 1155 Quarton Road, Birmingham, MI 48009, USA,

détenteur de cinq mille six cents (5.600) parts sociales ordinaires de catégorie B,

ici représentée par Monsieur David Al Mari, prénommé, en vertu d'une procuration donnée le 23 octobre 2015.

12) RBC cees Nominees Limited, une société à responsabilité limitée enregistrée selon les lois de Jersey, ayant son siège social au 19-21 Broad Street, St Helier, Jersey, Channel islands JE1 3PB, enregistré à la Commission des Services Financiers de Jersey sous le numéro 83756,

détentrice de vingt-cinq mille six cent cinq (25.605) parts sociales ordinaires de catégorie A et deux cent vingt-neuf mille deux cent trente-sept (229.237) parts sociales ordinaires de catégorie B, ici représentée par Monsieur David Al Mari, prénommé, en vertu d'une procuration donnée le 23 octobre 2015.

Lesdites procurations, paraphées ne varietur par le mandataire des comparants et par le notaire soussigné resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités d'enregistrement.

Les comparants sont tous les associés de DH Services Luxembourg Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée soumise aux lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de trente-deux mille trois cent quatre Dollars US et soixante-trois cents (USD 32.304,63), ayant son siège social au 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 166.250, constituée conformément à un acte notarié le 27 décembre 2011 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 572 du 5 mars 2012 (la «Société»). Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par un acte reçu par le notaire soussigné en date du 28 septembre 2015, pas encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Les comparants représentant l'intégralité du capital social déclarent avoir renoncé à toute formalité de convocation, l'assemblée générale des associés est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points figurant à l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1) Transfert du siège social du 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg au 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg avec effet à compter du 1^{er} octobre 2015, et modification subséquente de l'article 2.1 des statuts de la Société.

2) Miscellaneous.

Ensuite, l'assemblée générale des associés a demandé au notaire d'acter la résolution suivante:

Résolution unique

L'assemblée générale des associés décide de transférer le siège social du 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg au 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg avec effet à compter du 1^{er} octobre 2015.

L'assemblée générale des Associés décide par conséquent de modifier l'article 2.1 des statuts de la Société qui sera désormais rédigé comme suit:

«Le siège social de la Société est établi dans la ville de Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la municipalité de Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg, par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, agissant selon les modalités requises pour la modification des Statuts.»;

L'assemblée générale des associés a pris la résolution qui précède avec le nombre de votes précisé ci-après:

- parts sociales ordinaires de catégorie A en faveur: 1.519.065, contre: 0, abstentions: 630;
- parts sociales ordinaires de catégorie B en faveur: 62.554, contre: 0, abstentions: 1.800;
- parts sociales de préférence de catégorie C en faveur: 1.407.500, contre: 0, abstentions: 0;

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction en français; sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

L'acte ayant été lu au mandataire des comparants connus du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire des comparants a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: D. AL MARI, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 03 novembre 2015. Relation: EAC/2015/25504. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2015181188/214.

(150201893) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 novembre 2015.

AI Global Investments GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 186.176.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 9 novembre 2015.

Référence de publication: 2015181013/10.

(150202282) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 novembre 2015.

Bochum, Laerholzstrasse S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 151, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 201.281.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-ninth day of October.

Before Maître Léonie GRETHEN, notary residing in Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg).

APPEARED:

SOMSIS, a public limited company ("Aktiengesellschaft"), having its registered office in L-1511 Luxembourg, 151, avenue de la Faïencerie, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 161754,

duly represented by Mr. Fabien Rossignol-Burgos Léon, employee, professionally residing in Luxembourg, in accordance with a proxy given under private seal,

Which proxy has been initialled "ne varietur" by the proxy holder and the undersigned notary will remain attached to the present deed,

The appearing party, represented as stated here above, requests the undersigned notary to draw up the incorporation of a limited liability company, ("Gesellschaft mit beschränkter Haftung"), as follows:

Art. 1. A private limited liability company is hereby formed that will be governed by these articles and by the relevant legislation.

Art. 2. The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio and the acquisition of real estate in Luxembourg and abroad.

The company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The company may, for its own account as well as for the account of third parties, carry out any commercial, industrial, financial activities which may be useful or necessary to the accomplishment of its purposes or which are related directly or indirectly to its purposes.

Art. 3. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. The Company is incorporated under the name of "Bochum, Laerholzstrasse S.à r.l."

Art. 5. The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

It may be transferred within the boundaries of the same municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single member or the general meeting of members which shall be adopted in the manner required for the amendment of the Articles Art. 6. The corporate capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-), consisting of twelve thousand five hundred (12,500) shares with a par value of one Euro (EUR 1.-) each.

Art. 7. The capital may be increased or decreased at any time as laid down in article 199 of the law governing commercial companies.

Art. 8. Each share entitles its owner to a proportional right in the Company's assets and profits.

Art. 9. Shares shall be freely transferable between associates.

They can only be transferred inter vivos or upon death to non-associates with the unanimous approval of all the associates.

In this case the remaining associates have a preemption right, which they must use within 30 days from the date of refusal to transfer the shares to a non-associate person.

In case of use of this preemption right the value of the shares shall be determined pursuant to paragraph 6 and 7 of article 189 of the Company law.

Art. 10. The Company will not be dissolved by death, interdiction, bankruptcy or insolvency of one of the associates.

Art. 11. For no reason and in no case, the heirs or creditors of the associates are allowed to pursue the sealing of property or documents of the Company.

Art. 12. The company shall be managed by one or several managers, who need not be shareholders, nominated and subject to removal at any moment by the general meeting of shareholders.

The terms and the powers of the manager(s) will be fixed at their nomination by the general meeting of shareholders.

Art. 13. In the execution of their mandate, the managers are not held personally responsible.

As agents of the Company, they are responsible for the correct performance of their duties.

Art. 14. Every associate may take part in the collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at the meeting through a special proxy.

Art. 15. Collective decisions are only valid if they are adopted by the votes representing more than half of the capital.

However, decisions concerning the amendment of the articles of incorporation are taken by a majority of the associates representing seventy five percent of the capital.

In case that the Company consists of only one shareholder, all the powers, which, in accordance to the law or the articles of incorporation, are assigned to the general meeting are exercised by the only shareholder.

Resolutions taken by the sole shareholder in virtue of these attributions must be mentioned in a protocol or taken in written form.

Contracts concluded between the sole shareholder and the company represented by the sole shareholder must also be mentioned in a protocol or be established in written form.

This disposition is not applicable for current operations made under normal conditions.

Art. 16. The business year begins on the 1st of January and ends on the 31st of December of each year.

Art. 17. Every year on the last day of December, the annual accounts are drawn up by the managers.

Art. 18. The financial statements are at the disposal of the associates at the registered office of the Company.

Art. 19. Out of the net profit, five percent shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten percent of the capital of the Company.

The balance is at the disposal of the associates.

Art. 20. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who need not to be associates and who are appointed by the associates who will specify their powers and remuneration.

Art. 21. For all points not regulated by these Articles of Association the appearing party subjects and submits himself to the legal provisions of the Law of 10th August, 1915 concerning trading companies and the laws amending it.

Transitory Provision

The first fiscal year shall begin on the date of the incorporation and terminate 31 December 2015.

Subscription and payment of the shares

The articles of incorporation having been settled the shares have been subscribed as follows:

SOMSI, prenamed	12,500
Total: twelve thousand five hundred shares	12,500

All the shares have been totally paid up so that the amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) is from this day on at the free disposal of the company and proof thereof has been given to the undersigned notary, who expressly attests thereto.

Expenses

The amount of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be, incurred or charged to the company as a result of its formation, is approximately valued at one thousand one hundred Euros (1,100.-EUR).

Decisions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the company, the above-named sole shareholder took the following resolutions:

1.- The registered office is established at L-1511 Luxembourg, 151, avenue de la Faïencerie, Grand Duchy of Luxembourg.

2.- Are appointed as managers for an unlimited period of time:

- Mr. Fabien Rossignol Burgos-Leon, manager, born in Nancy, France, on 4 February 1969, professionally residing in L-1511 Luxembourg, 151, avenue de la Faïencerie;

- Mr. Stéphane Weyders, manager, born in Arlon, Belgium, on 2 January 1972, professionally residing in L-1511 Luxembourg, 151, avenue de la Faïencerie.

3.- The Company will be validly bound by the sole signature of any manager.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a German translation; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the German text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary, by her surname, Christian name, civil status and residence, the said proxyholder signed together with us, the notary, the present deed.

Folgt die deutsche Fassung des vorstehenden Textes:

Im Jahre zwei tausend fünfzehn, den neunundzwanzigsten Oktober.

Vor der unterzeichneten Notarin Léonie GRETHEN, mit Amtssitz in Luxemburg, (Großherzogtum Luxemburg).

IST ERSCHIENEN:

SOMISIS, eine Aktiengesellschaft mit Sitz in L-1511 Luxembourg, 151, avenue de la Faïencerie, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter Nummer B 161754,

rechtmäßig vertreten durch Herrn Fabien Rossignol-Burgos Leon, Angestellter, beruflich wohnhaft in Luxemburg, kraft einer privatschriftlich erteilten Vollmacht,

welche Vollmacht als „ne varietur“ von der Bevollmächtigten und der Notarin paraphiert wurde, an diese notarielle Urkunde angeheftet wird,

Welche Komparentin, vertreten wie vorerwähnt, die amtierende Notarin ersucht die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung, welche Sie hiermit gründet, zu beurkunden wie folgt:

Art. 1. Hiermit wird eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet, welche der gegenwärtigen Satzung sowie den jeweiligen Gesetzesbestimmungen unterliegt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft ist die Beteiligung auf jede Art und Weise an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften, der Erwerb durch Ankauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie die Übertragung durch Verkauf, Tausch oder auf andere Weise von Wertpapieren, Verbindlichkeiten, Schuldforderungen, Scheinen und anderen Werten aller Art, der Besitz, die Verwaltung und Verwertung ihres Wertpapierbestandes, und der Erwerb von Immobilien in Luxemburg und im Ausland.

Die Gesellschaft kann zudem Sicherheiten hinterlegen, Darlehen ausgeben oder in irgendwelcher anderen Art Gesellschaften in welchen die Gesellschaft eine Beteiligung hat oder welche zur selben Gruppe wie die Gesellschaft gehört, unterstützen.

Die Gesellschaft kann, im eigenem Auftrag und Auftrag von Drittpersonen, alle anderen Tätigkeiten kommerzieller, industrieller, finanzieller Art, welche entweder hilfreich oder notwendig für die Zweckerfüllung sind oder welche sich direkt oder indirekt auf den Gesellschaftszweck beziehen.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

Art. 4. Der Name der Gesellschaft ist "Bochum, Laerholzstrasse S.à r.l."

Art. 5. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Er kann durch einen Beschluss des Einzelgeschäftsführers oder, gegebenenfalls, des Geschäftsführungsrates der Gesellschaft innerhalb der Gemeinde verlegt werden. Der Sitz kann ebenfalls an jeden anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg durch einen Beschluss des Einzelgesellschafters oder der Hauptversammlung der Gesellschafter verlegt werden, der auf die Art und Weise gefasst wird, wie er für Satzungsänderungen vorgesehen ist Art. 6. Das Gesellschaftskapital beträgt zwölf Tausend fünf Hundert Euro (EUR 12.500,-), aufgeteilt in zwölf Tausend fünf Hundert (12.500) Anteile von jeweils einem Euro (EUR 1,-).

Art. 7. Das Kapital kann zu jedem Zeitpunkt erhöht oder herabgesetzt werden sowie dies in Artikel 199 des Gesellschaftsrechts festgelegt ist.

Art. 8. Jeder Gesellschaftsanteil berechtigt den Inhaber zu einem dementsprechenden Anteil am Gesellschaftsvermögen sowie am Gewinn.

Art. 9. Unter Gesellschaftern sind die Anteile frei abtretbar.

Die Abtretung von Gesellschaftsanteilen unter Lebenden oder beim Tode eines Gesellschafter an Nichtgesellschafter, bedarf der ausdrücklichen schriftlichen Genehmigung aller übrigen Gesellschafter.

Die übrigen Gesellschafter besitzen in diesem Falle ein Vorkaufsrecht, welches binnen 30 Tagen ausgeübt werden muss.

Bei der Ausübung dieses Vorkaufsrechtes wird der Wert der Anteile gemäss Abschnitt 5 und 6 von Artikel 189 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften festgelegt.

Art. 10. Die Gesellschaft erlischt weder durch den Tod noch durch Entmündigung, Konkurs oder Zahlungsunfähigkeit eines Gesellschafter.

Art. 11. Es ist den Erben und Gläubigern der Gesellschafter in jedem Falle untersagt, die Gesellschaftsgüter und Dokumente pfänden zu lassen oder irgendwelche Maßnahmen zu ergreifen, welche die Tätigkeit der Gesellschaft einschränken könnten.

Art. 12. Die Gesellschaft wird vertreten durch einen oder mehrere Geschäftsführer, welche nicht Gesellschafter sein müssen, und jeder Zeit durch die Generalversammlung der Gesellschafter, welche sie ernennt, abberufen werden können.

Die Dauer und Befugnisse der Geschäftsführer werden bei ihrer Ernennung durch die Generalversammlung der Gesellschafter festgelegt.

Art. 13. Die Geschäftsführer gehen durch die Ausübung ihres Mandates keine persönliche Verpflichtung ein. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie lediglich für die korrekte Ausübung ihres Mandates haftbar.

Art. 14. Jeder Gesellschafter kann an den Abstimmungen teilnehmen.

Sein Stimmrecht entspricht der Anzahl seiner Gesellschaftsanteile. Er kann sich auch durch einen Bevollmächtigten vertreten lassen.

Art. 15. Beschlüsse sind rechtskräftig wenn sie von mehr als der Hälfte der Anteilseigner akzeptiert wurden.

Beschlüsse welche eine Satzungsänderung betreffen werden durch die Mehrheit der Anteilseigner gefasst, welche mindestens fünfundsechzig Prozent des Kapitals darstellen.

Im Falle, wo die Gesellschaft nur aus einem Gesellschafter besteht, werden alle Befugnisse, welche laut Gesetz oder Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind, durch den Einzelgesellschafter ausgeübt.

Entscheidungen welche auf Grund dieser Befugnisse durch den alleinigen Gesellschafter gefasst werden, müssen in ein Protokoll verzeichnet werden oder schriftlich festgehalten werden.

Desgleichen müssen Verträge zwischen dem alleinigen Gesellschafter und der Gesellschaft durch Letzteren vertreten in ein Protokoll eingetragen werden oder in Schriftform verfasst werden.

Diese Verfügung entfällt für laufende Geschäfte, welche unter normalen Bedingungen abgeschlossen wurden.

Art. 16. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 17. Jedes Jahr am letzten Tag des Monats Dezember wird die Bilanz von den Geschäftsführern erstellt.

Art. 18. Die Bilanz steht den Gesellschaftern am Gesellschaftssitz zur Verfügung.

Art. 19. Fünf Prozent des Reingewinns werden für die Bildung einer gesetzlichen Rücklage verwendet bis diese Rücklage zehn Prozent des Gesellschaftskapitals darstellt.

Der Saldo steht den Gesellschaftern zur Verfügung.

Art. 20. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft, wird die Liquidation von einem Liquidator ausgeführt welcher kein Gesellschafter sein muss und der von den Gesellschaftern ernannt wird, welche seine Befugnisse und seine Entschädigung festlegen.

Art. 21. Für alle Punkte die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, beruft und bezieht sich der Komparent auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915, und dessen Abänderungen, betreffend die Handelsgesellschaften.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2015.

Zeichnung und Einzahlung der Anteile

Die Satzung wurde somit angenommen und die Anteile wurden wie folgt gezeichnet:

SOMSI, vorstehend erwähnt	12.500
Total: zwölf tausend fünf hundert	12.500

Alle Anteile wurden in bar eingezahlt, so dass die Summe von zwölf tausend fünf hundert Euro (EUR 12.500,-) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, was hiermit ausdrücklich von dem amtierenden Notar festgestellt wurde.

Kosten

Die Kosten und Gebühren dieser Urkunde, welche auf insgesamt eintausend einhundert Euro (1.100,- EUR) veranschlagt sind, sind zu Lasten der Gesellschaft.

Beschlussfassung durch den alleinigen Gesellschafter

Anschliessend an die Gesellschaftsgründung hat der alleinige Gesellschafter folgende Beschlüsse gefasst:

- 1.- Der Gesellschaftssitz befindet sich in L-1511 Luxemburg, 151, avenue de la Faïencerie, Großherzogtum Luxemburg.
- 2.- Folgenden Personen werden für einen unbestimmten Zeitraum zum Geschäftsführer der Gesellschaft ernannt:
 - Herr Fabien Rossignol Burgos-Leon, Geschäftsführer, geboren am 4. Februar 1969 in Nanzig (Frankreich), geschäftsansässig in L-1511 Luxemburg, 151, avenue de la Faïencerie, Großherzogtum Luxemburg;
 - Herr Stéphane Weyders, Geschäftsführer, geboren am 2. Januar 1972 in Arlon (Belgien), geschäftsansässig in L-1511 Luxemburg, 151, avenue de la Faïencerie, Großherzogtum Luxemburg
- 3.- Die Gesellschaft wird durch die Einzelunterschrift eines jeden Geschäftsführers rechtskräftig verpflichtet.

Die unterzeichnete Notarin versteht und spricht Englisch und erklärt, dass auf Wunsch der Komparentin gegenwärtige Urkunde in Englisch verfasst ist, gefolgt von einer deutschen Fassung. Auf Ersuchen derselben Person und im Falle von Divergenzen zwischen dem deutschen und dem englischen Text, ist die englische Fassung massgebend.

WORÜBER URKUNDE, Errichtet wurde in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Bevollmächtigte der Komparentin, der Notarin nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat dieselbe gegenwärtige Urkunde mit der Notarin unterschrieben.

Gezeichnet: Rossignol-Burgos Léon, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 30/10/2015. Relation: ILAC/2015/34400. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

Für gleichlautende Ausfertigung, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Memorial C.

Luxemburg, den 6. November 2015.

Référence de publication: 2015181061/218.

(150202396) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 novembre 2015.

Carlsand S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4940 Bascharage, 237, avenue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 201.269.

— STATUTS

L'an deux mil quinze, le six octobre.

Pardevant Maître Martine DECKER, notaire de résidence à Hesperange.

Ont comparu:

1.- Madame Sandra LOUREIRO ROQUE, gérante de société, née le 22 avril 1980 à Lavos (Portugal), demeurant à L-4940 Bascharage, 237, avenue de Luxembourg;

2.- Madame Carla DA SILVA RIBEIRO, gérante de société, née le 6 décembre 1980 à Vila Nova de Famalicão (Portugal), demeurant à L-4733 Pétange, 39, rue du Chemin de Fer.

Lesquelles comparantes ont demandé au notaire de constater par acte notarié les statuts constituant la société anonyme qu'elles déclarent constituer:

Titre I^{er} . - Dénomination, Siège social, Durée, Objet social

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de «CARLSAND S.A.» (ci-après la Société), soumise aux lois régissant ces entités et en particulier aux dispositions de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 telle que modifiée (ci-après, la Loi) ainsi qu'aux dispositions des présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Le siège de la Société est établi dans la Commune de Bascharage.

Il pourra être transféré à toute autre adresse dans la même commune par simple décision du conseil d'administration ou de l'administrateur unique le cas échéant, ou sur le territoire d'une autre commune par une résolution prise lors d'une assemblée extraordinaire des actionnaires, selon les modalités requises par les textes légaux applicables.

Au cas où le conseil d'administration ou l'administrateur unique le cas échéant estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique, social ou militaire, de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication entre ce siège social et l'étranger, ont eu lieu ou paraissent imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

Des bureaux et des succursales peuvent être établis tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par simple résolution du conseil d'administration.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société a pour objet l'exploitation d'un salon de coiffure, la prestation de soins esthétiques et de beauté, ainsi que la vente d'articles de la branche.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

D'une façon générale, la Société peut accomplir toutes opérations généralement quelconques, commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement, à son objet social, ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

Titre II. - Capital, Actions

Art. 5. Le capital souscrit de la Société est fixé à trente et un mille Euros (31.000,-EUR), divisé en cent (100) actions d'une valeur nominale de trois cent dix Euros (310,-EUR) chacune.

La Société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Art. 6. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles dont la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la Société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions non divisibles.

Administration - Surveillance

Art. 7. La Société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Ils sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leur nombre.

Toutefois lorsque la Société ne comportera qu'un actionnaire unique, ou lorsque les actions auront été réunies en une seule main et que ce fait aura été constaté lors d'une assemblée générale, la composition du conseil d'administration pourra être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

La durée du mandat d'administrateur ne peut excéder six ans. Les administrateurs respectivement l'administrateur unique sont rééligibles et révocables.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur, celle-ci est tenue de désigner un représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour le compte de la personne morale.

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président; en cas d'empêchement du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Art. 8. Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux de ses membres.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins quinze (15) jours avant la date fixée pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation de la réunion. La convocation indiquera le lieu de la réunion et en contiendra l'ordre du jour.

Il pourra être passé outre à la convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la moitié au moins de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télécopie ou par tout autre moyen de télécommunication informatique, étant admis.

En cas d'urgence, une décision écrite signée par l'ensemble des administrateurs est régulière et valable comme si elle avait été adoptée à une réunion du conseil d'administration, dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être documentée par un seul écrit au par plusieurs écrits séparés ayant le même contenu.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix présentes ou représentées lors de la réunion; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Art. 9. Les procès-verbaux de toute réunion du conseil d'administration seront signés par les membres présents. Les procurations resteront annexées aux procès-verbaux.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, destinés à servir en justice ou ailleurs, sont signés par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs ou par l'administrateur unique.

Art. 10. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique a les pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts sont de la compétence du conseil d'administration ou de l'administrateur unique.

Art. 11. Le conseil peut déléguer des pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres. Le ou les membres au(x)quel(s) la gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion, est déléguée, porte(nt) alors le titre d'administrateur-délégué.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique peut conférer des pouvoirs définis ou mandats spéciaux ou des fonctions permanentes ou temporaires, de tout temps révocables, à des personnes ou agents de son choix.

Art. 12. Vis-à-vis des tiers, la Société est valablement engagée comme suit:

en cas de pluralité d'administrateurs, par les signatures conjointes de deux administrateurs, dont celle de l'administrateur délégué, et en cas d'administrateur unique par sa signature individuelle, ou par la signature individuelle du délégué ou préposé à la gestion journalière dans le cadre de cette gestion,

ou encore par les signatures de toutes personnes à qui un tel pouvoir de signature aura été conféré, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Dans tous les cas, la signature d'un administrateur sera suffisante pour représenter la Société dans ses rapports avec les administrations publiques.

Art. 13. La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale des actionnaires ou l'actionnaire unique, qui déterminera leur nombre et la durée de leur mandat qui ne peut excéder six ans. Ils sont rééligibles et révocables.

Assemblée générale

Art. 14. L'assemblée générale des actionnaires régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société.

Lorsque et aussi longtemps que la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale. Ses décisions sont consignées par écrit dans un procès-verbal.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le troisième jeudi du mois de mai à 15.00 heures, au siège social ou en tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Le conseil d'administration, respectivement l'administrateur unique, ou le commissaire aux comptes peuvent convoquer d'autres assemblées générales; de telles assemblées doivent être convoquées de façon qu'elles soient tenues dans le délai d'un mois si les actionnaires représentant au moins un dixième du capital social le demandent.

Art. 16. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Tout actionnaire peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, télégramme, télécopie ou par tout autre moyen de télécommunication informatique, un mandataire, lequel peut ne pas être actionnaire.

Sous réserve des restrictions légales, chaque action donne droit à une voix.

Sauf dispositions contraires de la loi, les décisions sont prises quel que soit le nombre d'actions représentées, à la majorité simple.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 17. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique établit les comptes annuels conformément aux dispositions légales. Au moins un mois avant la date de l'assemblée générale annuelle, il soumet ces documents, ensemble avec un rapport sur les opérations de la Société, au commissaire aux comptes qui établira son rapport sur ces documents.

Art. 18. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé cinq pour cent au moins pour la formation du fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve atteindra le dixième du capital.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique peut verser des acomptes sur dividendes dans les conditions prescrites par la loi. Il déterminera le montant ainsi que la date du paiement de ces acomptes.

Dissolution - Liquidation

Art. 19. La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et émoluments.

Disposition générale

Art. 20. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et ses modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

- 1.- Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2015.
- 2.- La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2016.
- 3.- Par exception, le premier administrateur-délégué peut être nommé par l'assemblée générale à tenir immédiatement après la constitution de la société.

Souscription et libération

Les cent (100) actions ont toutes été souscrites comme suit:

1.- Madame Sandra LOUREIRO ROQUE, préqualifiée: cinquante actions	50
2.- Madame Carla DA SILVA RIBEIRO, préqualifiée: cinquante actions	50
Total: cent actions	100

Les cent (100) actions ont été libérées à concurrence de vingt-cinq pourcent (25%) par des versements en espèces, de sorte que la somme de sept mille sept cent cinquante Euros (7.750,-EUR) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate, moyennant certificat bancaire.

Frais

Les dépenses, coûts, rémunérations ou toute autre charge qui seront supportés par la Société au titre de sa constitution, sont estimés à EUR 1.160,-.

Assemblée générale des actionnaires

Les personnes susmentionnées, ès-qualités qu'elles agissent, représentant l'entière du capital souscrit et s'estimant valablement convoquées, se sont immédiatement réunies en assemblée générale extraordinaire et ont pris les résolutions suivantes à l'unanimité:

1.- Les personnes suivantes sont nommées administrateurs:

- Madame Sandra LOUREIRO ROQUE, préqualifiée, née à Lavos (Portugal), le 22 avril 1980, demeurant à L-4940 Bascharage, 237, avenue de Luxembourg;

- Madame Carla DA SILVA RIBEIRO, préqualifiée, née à Vila Nova de Famalicão (Portugal) le 6 décembre 1980, demeurant à L-4733 Pétange, 39, rue du Chemin de Fer.

- Madame Ana Rosa JORGE FERREIRA, gérante de société, née à São Sebastião Da Pedreira-Lisboa (Portugal) le 23 mai 1970, demeurant à L-4940 Bascharage, 237, avenue de Luxembourg.

2.- Est nommée Présidente du Conseil d'administration:

Madame Sandra LOUREIRO ROQUE, préqualifiée

3.- Est nommée en qualité d'administrateur-délégué:

Madame Ana Rosa JORGE FERREIRA, préqualifiée.

4.- Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes:

La société FID-World Management S.A., Société Anonyme, établie et ayant son siège social au 332-334, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, enregistrée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B198025.

4.- Les mandats des administrateurs, de l'administrateur-délégué et du commissaire arriveront à échéance à la date de l'assemblée générale devant se tenir en 2021.

5.- L'adresse du siège social de la Société est fixée à L-4940 Bascharage, 237, avenue de Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Hesperange, date en tête des présentes.

Après lecture faite et interprétation donnée aux comparantes, connues du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, celles-ci ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: Loureiro Roque, Da Silva Ribeiro M. Decker.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 09 octobre 2015. Relation: 1LAC/2015/32311. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur ff. (signé): Carole Frising.

POUR EXPÉDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Hesperange, le 06 novembre 2015.

Référence de publication: 2015181139/182.

(150202063) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 novembre 2015.

Charles River Laboratories Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 8.392.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 113.334.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-third of October.

Before us, Maître Jean-Paul Meyers, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg

THERE APPEARED:

Charles River Laboratories, INC, a corporation governed by the laws of Delaware, United States of America, having its registered office at 2711, Centerville Road, Corporation Service Company building, suite 400, 19808 Wilmington, Delaware, United States of America, and registered with the Secretary of the State of Delaware under number 2645754,

here represented by Ms. Stessie Soccio, avocate, professionally residing in Luxembourg by virtue of a proxy, given on 23 October 2015.

The said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder, representing the entire share capital of Charles River Laboratories Luxembourg, a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of eight million three hundred and ninety thousand euro (EUR 8,390,000.-), having its registered office at 412F, route d'Esch, L - 1471 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 113.334, incorporated pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg on 14 November 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 675 on 3 April 2006. The articles of association were amended for the last time pursuant to a deed of Maître Jean-Paul Meyers, notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg, on 21 March 2014 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1479 on 7 June 2014 (hereinafter the "Company").

The sole shareholder representing the entire share capital takes, and requires the undersigned notary to enact, the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of two thousand five hundred euro (EUR 2,500.-) so as to raise it from its current amount of eight million three hundred ninety thousand euro (EUR 8,390,000.-) represented by three hundred thirty-five thousand six hundred (335,600) shares with a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.-) each, up to eight million three hundred ninety two thousand five hundred euro (EUR 8,392,500.-) through the issuance of one hundred (100) new shares with a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.-).

The one hundred (100) new shares issued have been subscribed by the sole shareholder for the price of two thousand five hundred euro (EUR 2,500.-).

The shares so subscribed have been fully paid up by a contribution in kind consisting of receivables for an amount of thirty-eight million six hundred eighty thousand seven hundred forty-nine euro and forty cent (EUR 38,680,749.40) held by the sole shareholder against Charles River Laboratories Holding Limited, a private limited company incorporated in England and Wales, registered under number 3894892.

Proof of the existence and the value of the above-mentioned contribution have been produced to the undersigned notary, on the basis of valuation certificates issued on 23 October 2015 by (i) the Company and signed by all the managers and (ii) the Charles River Laboratories Holding Limited, above mentioned, signed by an authorized signatory.

The total contribution in the amount of thirty-eight million six hundred eighty thousand seven hundred forty-nine euro and forty cent (EUR 38,680,749.40.-) shall be allocated as follows:

- two thousand five hundred euro (EUR 2,500.-) to the share capital of the Company; and
- thirty-eight million six hundred seventy-eight thousand two hundred forty-nine euro and forty cent (EUR 38,678,249.40.-) to the share premium account of the Company.

Second resolution

As a consequence of the preceding resolution, the sole shareholder resolves to amend article 6 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“ **Art. 6.** The Company's share capital is set at eight million three hundred ninety two thousand five hundred euro (EUR 8,392,500.-) represented by three hundred thirty-five thousand seven hundred (335,700) shares with a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each. (...)”.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le vingt-trois octobre.

Par-devant nous, Maître Jean-Paul Meyers, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

Charles River Laboratories, INC, une société existant selon les lois du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social au 2711, Centerville Road, Corporation Service Company building, suite 400, 19808 Wilmington, Delaware, Etats-Unis d'Amérique, et immatriculée auprès du Secrétariat de l'Etat du Delaware sous le numéro 2645754,

ici représentée par Mlle. Stessie Soccio, avocate, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 23 octobre 2015.

La procuration, paraphée ne varietur par le mandataire du comparant et par le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

Le comparant est l'unique associé représentant l'intégralité du capital social de Charles River Laboratories Luxembourg, une société à responsabilité limitée, existant selon les lois du Grand-Duché du Luxembourg, avec un capital social de huit millions trois cent quatre-vingt-dix mille euros (EUR 8.390.000,-), ayant son siège social au 412F, route d'Esch, L - 1471 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg et immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 113.334, constituée selon acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg le 14 Novembre 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 675 le 3 Avril 2006. Les statuts ont été modifiés la dernière fois suivant acte reçu par Maître Jean-Paul Meyers, notaire résidant à Rambrouch, Grand-Duché du Luxembourg, le 21 Mars 2014 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1479 le 7 Juin 2014 (ci-après la "Société"),

Le comparant représentant l'intégralité du capital social prie le notaire instrumentant d'acter les résolutions qui suivent:

Première résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital social de la Société par un montant de deux mille cinq cents euros (EUR 2.500,-) afin de l'augmenter de sa valeur actuelle de huit millions trois cent quatre-vingt-dix mille euros (EUR 8.390.000,-) représenté par trois cent trente-cinq mille six cents (335.600) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune jusqu'à celui de huit millions trois cent quatre-vingt-douze mille cinq cents euros (EUR 8.392.500,-), par l'émission de cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

Les cent (100) nouvelles parts sociales ont été souscrites par l'associé unique pour le prix de deux mille cinq cents euros (EUR 2.500,-).

Toutes les parts sociales ainsi souscrites ont été intégralement libérées par un apport en nature consistant en des créances d'un montant de trente-huit millions six cent quatre-vingt mille sept cent quarante-neuf euros et quarante centimes (EUR 38.680.749,40) détenues par l'associé unique à l'encontre de Charles River Laboratories Holding Limited, une private limited company, immatriculée en Angleterre et Pays de Galle sous le numéro 3894892.

La preuve de l'existence et de la valeur de cet apport a été produite au notaire soussigné sur la base de certificats d'évaluation émis en date du 23 octobre 2015 par (i) la Société et signé par chaque gérant et (ii) par Charles River Laboratories Holding Limited, susmentionnée, signé par un signataire.

La contribution totale d'un montant de trente-huit millions six cent quatre-vingt mille sept cent quarante-neuf euros et quarante centimes (EUR 38.680.749,40) sera allouée de la façon suivante:

- deux mille cinq cents euros (EUR 2.500,-) pour le capital social de la Société; et
- trente-huit millions six cent soixante-dix-huit mille deux cent quarante-neuf euros et quarante centimes (EUR 38.678.249,40) pour la prime d'émission de la Société.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'associé unique décide de modifier l'article 6 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital social de la Société est fixé à la somme de huit millions trois cent quatre-vingt-douze mille cinq cents euros (EUR 8.392.500,-) représentée par trois cent trente-cinq mille sept cent (335.700) parts sociales, d'une valeur de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.(...)»

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande des comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; et qu'à la demande des mêmes comparantes et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire du comparant connu du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire des comparantes a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. SOCCIO, J-P. MEYERS.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 29 octobre 2015. Relation: EAC/2015/25064. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 9 novembre 2015.

Référence de publication: 2015181118/122.

(150202240) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 novembre 2015.

Challenger Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 48.598.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille quinze, le vingt-huitième jour du mois d'octobre;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), sous-signé;

A COMPARU:

La société anonyme régie par les lois suisses "Uniservice SA.", établie et ayant son siège social à CH-1205 Genève, 3, rue du Conseil-Général (Suisse), inscrite au Registre du Commerce du Canton de Genève sous le numéro d'identification des entreprises (IDE/UID) CHE-100.912.640,

ici représentée par Madame Alexia UHL, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg,

(la "Mandataire"), en vertu de d'une procuration sous seing privé lui délivrée;

laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la Mandataire et le notaire, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, déclare et requiert le notaire instrumentant d'acter:

1) Que la société anonyme "CHALLENGER LUXEMBOURG S.A.", établie et ayant son siège social à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 48598, (la "Société"), a été constituée suivant acte reçu par Maître Paul FRIEDERS, alors notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 1^{er} septembre 1994, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 510 du 8 décembre 1994,

et que les statuts (les "Statuts") ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 7 décembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 336 du 12 février 2013;

2) Que le capital social est fixé à USD 47.000,- (quarante-sept mille dollars US), représenté par 2.350 (deux mille trois cent cinquante) actions de USD 20,- (vingt dollars US) chacune;

3) Que la partie comparante, représentée comme dit ci-avant, est devenue successivement propriétaire de toutes les actions de la Société (l'"Actionnaire Unique");

4) Que l'Actionnaire Unique déclare avoir parfaite connaissance des Statuts et de la situation financière de la Société;

5) Que l'Actionnaire Unique prononce explicitement la dissolution de la Société et sa mise en liquidation, avec effet en date de ce jour;

6) Que l'Actionnaire Unique se désigne comme liquidateur de la Société, et agissent en cette qualité, il aura pleins pouvoirs d'établir, de signer, d'exécuter et de délivrer tous actes et documents, de faire toute déclaration et de faire tout ce qui est nécessaire ou utile pour mettre en exécution les dispositions du présent acte;

7) Que l'Actionnaire Unique, dans sa qualité de liquidateur, requiert le notaire d'acter qu'il déclare que tout le passif de la Société est réglé ou provisionné et que le passif en relation avec la clôture de la liquidation est dûment couvert; en outre il déclare que par rapport à d'éventuels passifs de la Société actuellement inconnus, et donc non payés, il assume l'obligation irrévocable de payer ce passif éventuel et qu'en conséquence de ce qui précède tout le passif de la Société est réglé;

8) Que l'Actionnaire Unique déclare qu'il reprend tout l'actif de la Société et qu'il s'engagera à régler tout le passif de la Société indiqué au point 7);

9) Que l'Actionnaire Unique déclare formellement renoncer à la nomination d'un commissaire à la liquidation;

10) Que l'Actionnaire Unique déclare que la liquidation de la Société est clôturée et que tous les registres de la Société relatifs à l'émission d'actions ou de tous autres valeurs seront annulés;

11) Que décharge pleine et entière est donnée au conseil d'administration et au commissaire pour l'exécution de leur mandat;

12) Que les livres et documents de la Société seront conservés pendant cinq ans au moins à Luxembourg à l'ancien siège social de la Société à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte à la Mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connue du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ladite Mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: A. UHL, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 5 novembre 2015 2LAC/2015/24931. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 6 novembre 2015.

Référence de publication: 2015181149/59.

(150201573) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 novembre 2015.

Eifelwerk Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5447 Schwebsingen, 111, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 201.257.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am dreiundzwanzigsten Oktober.

Vor dem unterzeichneten Notar Patrick SERRES, mit Amtssitz in Remich (Großherzogtum Luxemburg).

Ist erschienen:

Frau Marta Anna WOJSA, Kauffrau, wohnhaft in Zwierzyniecka 24, 31-105 Kraków (Polen).

Vorgenannte Partei hat den amtierenden Notar ersucht die Satzung einer von ihr zu gründenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung ist gegründet, der die nachstehende Satzung, sowie die diesbezügliche Gesetzgebung zu Grunde liegt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft ist die Beteiligung unter irgendeiner Form an luxemburgischen und ausländischen Unternehmen, der Erwerb durch Ankauf, Unterzeichnung oder auf andere Art und Weise, sowie die Abtretung durch Verkauf, Tausch, oder auf andere Art und Weise von Aktien, Gutscheinen, Obligationen, Wertpapieren und allen anderen Arten von Wertpapieren sowie der Besitz, die Verwaltung, Förderung und Verwertung ihrer Beteiligungen (Beteiligungen an Personengesellschaften sind ausgeschlossen) insbesondere auch die Verwaltung von Patenten, Geschmacksmustern und Lizenzen.

Die Gesellschaft kann auch in Immobilien für den eigenen Bedarf investieren.

Sie kann ihren Zweck direkt oder indirekt erfüllen, sei es in ihrem Namen oder für Dritte, allein oder in Verbindung mit anderen, bei der Erledigung aller Geschäfte, die zur Erreichung des genannten Zwecks, oder des Zwecks der Gesellschaften, deren Interessen sie vertritt, führen.

Allgemein kann sie jegliche Überwachungs- und Kontrollmaßnahmen ausführen, die sie zur Bewerkstellung und zur Entwicklung ihres Ziels für nötig hält.

Die Gesellschaft kann sich an Geschäften sowohl im In- als auch im Ausland beteiligen, die einen ähnlichen Zweck verfolgen; sie kann weiterhin sämtliche handelsübliche, industrielle und finanzielle Operationen vornehmen, welche direkt oder indirekt auf dem Hauptzweck Bezug haben.

Art. 3. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer errichtet.

Art. 4. Die Gesellschaft führt den Namen „Eifelwerk Holding S.à r. l.“.

Art. 5. Der Sitz der Gesellschaft ist in der Gemeinde Schengen.

Durch einfachen Beschluss der Geschäftsführung kann der Gesellschaftssitz innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Die Geschäftsführung kann Zweigniederlassungen, Filialen, Agenturen oder administrative Büros sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichten.

Art. 6. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert EURO (12.500.- EUR) eingeteilt in einhundert (100) Anteile von je einhundertfünfundzwanzig EURO (125.- EUR).

Art. 7. Das Gesellschaftskapital kann jederzeit erhöht oder herabgesetzt werden, unter den in Artikel 199 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften festgesetzten Bedingungen.

Art. 8. Jeder Anteil ist proportional an den Aktiva und am Gewinn beteiligt.

Art. 9. Zwischen Gesellschaftern sind die Anteile frei übertragbar. Die Übertragung unter Lebenden von Gesellschaftsanteilen an Nichtgesellschafter bedarf der Genehmigung der Gesellschafterversammlung und mindestens fünfundsiebzig Prozent des Gesellschaftskapitals. Im Übrigen wird auf die Bestimmungen der Artikel 189 und 190 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften verwiesen.

Art. 10. Tod, Entmündigung, Konkurs oder Zahlungsunfähigkeit des Gesellschafters lösen die Gesellschaft nicht auf.

Art. 11. Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer, Gesellschafter oder nicht, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, verwaltet.

Falls die Gesellschafterversammlung nicht anders bestimmt, haben der oder die Geschäftsführer die weitestgehenden Befugnisse um die Gesellschaftsangelegenheiten zu führen und die Gesellschaft im Rahmen des Gesellschaftszweckes zu verwalten.

Der oder die Geschäftsführer der Gesellschaft können zu jeder Zeit und auch ohne rechtmäßigen Grund von der Generalversammlung der oder des Gesellschafters abberufen werden.

Art. 12. Bei der Ausübung ihres Amtes gehen der oder die Geschäftsführer keinerlei persönliche Verpflichtungen ein. Als Beauftragte sind sie lediglich für die ordnungsgemäße Durchführung ihres Amtes verantwortlich.

Art. 13. Jeder Gesellschafter ist in der Generalversammlung stimmberechtigt. Er hat soviel Stimmen wie er Anteile besitzt und kann sich aufgrund einer Vollmacht an den Versammlungen rechtsgültig vertreten lassen.

Art. 14. Die Generalversammlung fasst ihre Beschlüsse mit einfacher Mehrheit. Beschlüsse über Satzungsänderungen kommen nur zustande, soweit sie von der Mehrheit der Gesellschafter, die drei Viertel des Kapitals vertreten, gefasst werden.

Art. 15. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 16. Am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres erstellt die Geschäftsführung den Jahresabschluss.

Art. 17. Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in den Jahresabschluss nehmen.

Art. 18. Fünf Prozent des Reingewinns werden der gesetzlichen Rücklage zugeführt bis diese zehn Prozent des Stammkapitals erreicht hat.

Der Saldo steht zur Verfügung der Gesellschafter.

Art. 19. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren von der Gesellschafterversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt. Die Gesellschafterversammlung legt deren Befugnisse und Bezüge fest.

Art. 20. Wann, und so lang ein Gesellschafter alle Anteile besitzt, ist die Gesellschaft eine Einmanngesellschaft im Sinn von Artikel 179(2) des Gesetzes über die kommerziellen Gesellschaften; in diesem Fall finden unter anderem die Artikel 200-1 und 200-2 desselben Gesetzes Anwendung.

Art. 21. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweist der Gründer auf die gesetzlichen Bestimmungen.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tag und endet am 31. Dezember 2015.

Zeichnung der Anteile

Alle einhundert (100) Anteile wurden gezeichnet von Frau Marta Anna WOJSA, vorgeannt.

Dieselben Anteile wurden voll in bar eingezahlt, so dass die Summe von zwölftausendfünfhundert EURO (12.500.- EUR) der Gesellschaft ab jetzt zur Verfügung steht, wie dies dem amtierenden Notar ausdrücklich bestätigt wurde.

Der unterzeichnete Notar hat festgestellt, dass die Bedingungen von Artikel 183 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Kosten

Die der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung anfallenden Kosten, Honorare und Auslagen betragen schätzungsweise eintausend einhundert Euro (1.100.- EUR).

Ausserordentliche Gesellschafterversammlung

Sodann fasst der Gesellschafter folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Zum alleinigen Geschäftsführer wird ernannt auf unbestimmte Dauer:

Herr Sebastian Horst KLEIFGES, Student, wohnhaft in D-54655 Malbergweich, 1, Eifelwerkstrasse (Deutschland).

Die Gesellschaft ist in allen Angelegenheiten rechtsgültig verpflichtet durch die alleinige Unterschrift des Geschäftsführers.

Zweiter Beschluss

Die Anschrift der Gesellschaft lautet: L-5447 Schwebsingen, 111, route du Vin.

Erklärung

Die erschienene Partei erklärt hiermit, dass sie selbst an den eingebrachten Vermögenswerten letztlich wirtschaftlich berechtigt ist und bestätigt dass die Gelder und Vermögenswerte nicht aus einer Straftat herrühren.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen zu Remich, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung an den Erschienenen, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit Uns Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: M. A. WOJSA, Patrick SERRES.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 30 octobre 2015. Relation: GAC/2015/9232. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Für gleichlautende Ausfertigung, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Remich, den 6. November 2015.

Référence de publication: 2015181201/109.

(150201743) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 novembre 2015.

Truffle Gourmet S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 175.803.

L'an deux mille quinze, le seize octobre.

Par-devant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

FONSICAR S.A. SICAR, une société de droit luxembourgeois sous la forme d'une société anonyme qualifiée de société d'investissement en capital à risque (SICAR), ayant son siège social à L - 2449 Luxembourg, 30, boulevard Royal, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B numéro 114725, agissant pour son compartiment Y (l'«Associé Unique»),

ici représentée par Monsieur Giorgio BIANCHI, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 9 octobre 2015 à Luxembourg.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, annexée au présent acte pour être formalisée avec celui-ci.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- que FONSICAR S.A. SICAR, précitée est le seul et unique associé actuel de la société à responsabilité limitée constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, TRUFFLE GOURMET S. à r.l., ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 175803 (la «Société»), constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 4 mars 2013 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1056 du 3 mai 2013 (la «Société»).

- que les statuts de la Société ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant le 16 mai 2013 publié dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1677 le 12 juillet 2013.

- que le capital social de la Société est fixé à EUR 12.500,- (douze mille cinq cents euros), représenté par 1.250 (mille deux cent cinquante) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix euros) chacune.

- que l'agenda est conçu comme suit:

- Augmentation du capital social de la Société à concurrence de EUR 87.500 pour porter son montant actuel de EUR 12.500 à EUR 100.000 par la création et l'émission de 8.750 nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de EUR 10 chacune.

- Souscription intégrale et libération en espèces des 8.750 nouvelles parts ensemble avec une prime d'émission comme suit:

- 7.250 nouvelles parts par l'associé unique de la Société

- 500 nouvelles parts par M.M.M. Finance S. à r.l. ensemble avec une prime d'émission de EUR 130.000.

- 500 nouvelles parts par ESSEDI PARTNERS S. à r.l. ensemble avec une prime d'émission de EUR 130.000.

- 500 nouvelles parts par Mr. Martin Rutledge ensemble avec une prime d'émission de EUR 130.000.

- Modification de l'article 5 des statuts de la Société.

- Divers

Tout ceci ayant été déclaré, la partie comparante représentée comme dit ci-avant, détenant cent pourcent (100%) du capital de la Société, a immédiatement procédé à la tenue d'une assemblée générale extraordinaire et a pris les résolutions suivantes:

Première et deuxième résolutions

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de quatre-vingt-sept mille cinq cents Euros (EUR 87.500) pour porter son montant actuel de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500) à cent mille Euros (EUR 100.000) par la création et l'émission de huit mille sept cent cinquante (8.750) nouvelles parts sociales d'une valeur

nominale de dix Euros (EUR 10) chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes, à libérer à 100% de leur valeur nominale, en partie assorties d'une prime d'émission pour un montant total de trois cent quatre-vingt-dix mille Euros (EUR 390.000).

Intervention souscription libération

L'Associé Unique, représenté comme dit ci-avant, déclare souscrire et libérer intégralement en espèces sept mille deux cent cinquante (7.250) nouvelles parts sociales et les libérer intégralement en espèces pour un montant de soixante-douze mille cinq cents Euros (EUR 72.500).

Ensuite, l'Associé Unique, représenté comme dit ci-avant, a accepté la souscription des 1.500 nouvelles parts sociales restantes comme suit:

(i) par M.M.M. FINANCE S. à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 26 boulevard Royal, L - 2449 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg numéro B 119009 qui représentée par Monsieur Giorgio Bianchi, précité, en vertu d'une procuration sous seing privé, donnée le 15 octobre 2015 à Luxembourg, déclare souscrire cinq cents (500) parts sociales nouvelles, les libérer entièrement et procéder au paiement d'une prime d'émission d'un montant de cent trente mille Euros (EUR 130.000).

(ii) par ESSEDI PARTNERS S. à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 26 boulevard Royal, L - 2449 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg numéro B 182583 qui représentée par Monsieur Giorgio Bianchi, précité, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 7 octobre 2015 à Luxembourg, déclare souscrire cinq cents (500) parts sociales nouvelles, les libérer entièrement et procéder au paiement d'une prime d'émission d'un montant de cent trente mille Euros (EUR 130.000).

(iii) par Monsieur Martin RUTLEDGE, chartered accountant, né le 29 juin 1950 à Antrim (Grande-Bretagne), demeurant professionnellement à L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch, qui représenté par Monsieur Giorgio Bianchi, précité, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 12 octobre 2015 à Luxembourg, déclare souscrire cinq cents (500) parts sociales nouvelles, les libérer entièrement et procéder au paiement d'une prime d'émission d'un montant de cent trente mille Euros (EUR 130.000).

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et des intervenants ainsi que par le notaire instrumentant, annexées au présent acte pour être formalisées avec celui-ci.

Toutes les parts souscrites ont été entièrement payées en numéraire ainsi que la prime d'émission de sorte que la somme de quatre cent soixante-dix-sept mille cinq cents Euros (EUR 477.500) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Troisième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, le premier paragraphe de l'article 5 des statuts de la Société est modifié et aura la teneur suivante:

Art. 5 § 1. "Le capital social est fixé à EUR 100.000,- (cent mille euros), représenté par 10.000 (dix mille) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix euros) chacune."

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte sont estimés à environ deux mille euros (EUR 2.000).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la personne comparante es qualités qu'elle agit, connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Giorgio Bianchi, Paul Betingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C.1, le 20 octobre 2015 1LAC / 2015 / 33342. Reçu 75.- e

Le Receveur (signé): Paul Molling.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 3 novembre 2015.

Référence de publication: 2015181813/92.

(150201530) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 novembre 2015.